



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

7324

357

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13986 - 6 F

DIMANCHE 1^{er}-LUNDI 2 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La fin du miracle ivoirien

Qui croit encore au « miracle » du côté d'Abidjan ? Convoqués à huis clos pour un « grand dialogue » par M. Félix Houphouët-Boigny, le chef de l'Etat, au pouvoir depuis l'indépendance en 1960, les responsables politiques, militaires et économiques du pays viennent de constater que tout n'était plus pour le mieux dans le meilleur des mondes ivoiriens. A l'issue de leurs travaux, le « Vieux » a même été contraint d'annoncer une nouvelle baisse du prix d'achat du cacao au million de producteurs qui font vivre la moitié de la population.

Pour excuser ce nouveau « coup dur », le chef de l'Etat a expliqué qu'il s'était heurté à « un double mur d'argent et d'incompréhension ». Il n'empêche qu'il fallait en passer par là pour obtenir les concours du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale en vue de sortir le pays de la crise. Aveuglée par la « rente cacoyée » des années fastes, la Côte-d'Ivoire n'a pas su se créer, en prévision des jours noirs, d'autres sources de richesses, si bien qu'aujourd'hui elle ne se retrouve plus libre de ses mouvements.

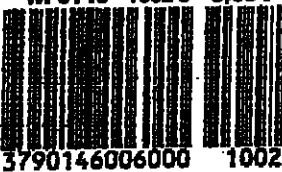
Si l'insécurité grandit dans le pays au point de devenir, pour tous, ivoiriens comme étrangers, un souci quotidien, c'est qu'il n'y a pas d'emplois », explique non sans raison le professeur Laurent Gbagbo, le chef de file de l'opposition clandestine, qui a mis au défi M. Houphouët-Boigny de proposer un véritable programme de gouvernement. Pour le moment, celui-ci s'est contenté d'annoncer que des unités de l'armée, notamment celles déployées le long des frontières, participeraient, aux côtés de la police, à la lutte contre le grand banditisme.

La crise économique se double d'un malaise politique dans la mesure où le « Vieux », officiellement âgé de quatre-vingt-quatre ans, se refuse toujours obstinément à parler de sa succession, à désigner un dauphin. Ce qui n'interdit pas aux « barons » de s'agiter en coulisses pour préparer ces lendemains incertains. Le chef de l'Etat a seulement promis un remaniement ministériel pour la mi-octobre. « La Côte-d'Ivoire est entrée dans une période de fin de règne. Le régime est moribond, mais il meurt mal », assure M. Gbagbo.

Ceux qui voudraient instaurer le multipartisme, M. Houphouët-Boigny vient de répondre qu'en parlant aujourd'hui « d'Etat », une simple vue de l'esprit ». Cette question est renvoyée, dit-il, à « un demain que je souhaite le plus tôt possible s'il y a l'unité nationale ». Pas question, donc, d'ouvrir les élections législatives et présidentielles prévues pour 1990 à d'autres formations que le Parti démocratique de Côte-d'Ivoire.

Cet entêtement du chef de l'Etat à vouloir, coûte que coûte, maintenir le « statu quo », à gérer son pays à la petite semaine, promet à la Côte-d'Ivoire, jadis citée comme modèle de stabilité politique et de réussite économique, des jours difficiles. Dans ce contexte, la basilique géante construite à Yamoussoukro, le village natal du président, dont le coût s'élève à la bagatelle de 800 millions de francs, paraît n'être, comme la qualifient ses détracteurs, qu'un monument d'orgueil, dressé au beau milieu d'un pays où les pauvres ne croient plus au miracle.

M 0146 - 1032 0 - 5,00 F



3790146006000 10020

385 révocations notifiées, mille autres à l'étude

Prisons : l'épreuve de force est engagée entre la chancellerie et les surveillants

La menace brandie par la chancellerie de révoquer les surveillants de prison grévistes a été mise à exécution. Au-delà même de ce que ces derniers pouvaient craindre. Samedi matin 30 septembre, cent dix-huit surveillants des prisons de la Santé à Paris, Saint-

Paul et Saint-Joseph à Lyon, avaient déjà reçu une lettre recommandée. Deux cent soixante-sept autres arrêtés de révocation étaient en cours de notification. Enfin, un relevé comportant un millier de noms de surveillants en grève était à l'étude au ministère.

Ainsi une liste de deux cents surveillants sur quatre cents quarante-trois a-t-elle été dressée à la Santé. Le chiffre est de trois cents pour Fleury-Mérogis. D'autres lettres parviendront dans les jours prochains à tous les surveillants qui ont décidé de « poser les clés » dans le reste de la France. Les directeurs d'établissement ont été sommés de pointer les agents qui n'ont pas pris leur service normalement.

Transitant par les huit directions régionales, ces noms arrivent ensuite à la direction de l'administration pénitentiaire, à Paris, qui rédige les arrêtés de révocation et les envoie par lettre recommandée avec accusé de réception. Les surveillants ont

alors douze heures, après réception de la lettre, pour décider ou non de reprendre le travail. La révocation devient effective après ce délai. Les révocations ne donnent droit à aucune indemnité et ne peuvent être contestées devant une instance disciplinaire.

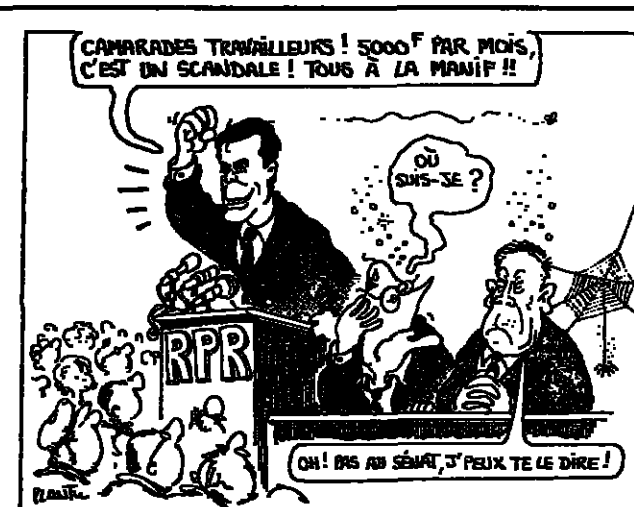
Si, dans un premier temps, l'annonce, jeudi, des premières révocations par le directeur de l'administration pénitentiaire à la maison d'arrêt de la Santé a provoqué la rupture des contacts entre les syndicats et le ministère et un réflexe de solidarité dans toute la France qui a entraîné des « départs de clés » massifs et un durcissement du mouvement, l'envoi en nombre de lettres de

révocation pourrait faire réfléchir les surveillants et les intimider. C'est du moins le calcul que l'on fait au ministère de la justice.

Les surveillants de base, comme leurs instances syndicales, n'y ont pas cru tout d'abord. Ils ont pris la ferme attitude du ministère pour une manœuvre tactique, tant qu'ils n'ont pas reçu la fameuse lettre.

Depuis la situation évolue quelque peu. Les chiffres le montrent. Jeudi, le ministère avait relevé que sur cent quarante-sept établissements touchés par le mouvement, dont vingt-trois par un « mouvement dur ».

AGATHE LOGEANT
Lire la suite page 8



La rénovation aux journées parlementaires du RPR

Cultivant sa différence par rapport à M. Chirac, qui venait de lancer l'idée d'un « pacte commun » de l'opposition, le maire de Lyon, M. Michel Noir, au nom des « rénovateurs » du RPR, a souhaité, vendredi 29 septembre devant les parlementaires du RPR réunis à Arcachon, que les héritiers du gaullisme proposent aux Français un « nouveau pacte social ». Le député du Rhône a fustigé, au passage, le comportement de la direction du RPR en disant : « Pouvons-nous, nous gaullistes, auteurs de tous les textes législatifs sur les rapports sociaux dans l'entreprise, rester silencieux plus longtemps lorsqu'un tel mépris des salariés est affiché ? »

Lire page 7 les articles de nos envoyés spéciaux
ANDRÉ PASSERON et PIERRE SERVET

Washington-Mexico : la lune de miel...

En visite aux Etats-Unis, le président Salinas discutera notamment avec M. Bush des perspectives de marché commun entre leurs deux pays

M. Carlos Salinas de Gortari doit effectuer, du 1^{er} au 5 octobre, une visite officielle aux Etats-Unis. Il rencontrera M. George Bush et aussi, à New-York, le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar. Ce sera le troisième déplacement à l'étranger, en dix mois de pouvoir, pour le jeune président mexicain. Mais aussi le plus important.

MEXICO

de notre envoyé spécial

« Le dialogue mexicano-américain est souvent après-midi s'il peut connaître (ce fut le cas de 1940 à 1970) des périodes plus idylliques », rappelle Mme Guadalupe Gonzalez, chercheur à l'Institut d'études transnationales de Mexico (ILET). Cette animosité, admet-elle, est fréquemment le

fait du partenaire « latino ». Il entre, bien entendu, dans cette attitude le souvenir du traumatisme des années 1835-1848, au cours desquelles, par la sécession et la conquête, la Fédération du Nord a soustrait à son voisin, du Texas à la Californie, près de la moitié de ses territoires.

L'aireur est aussi, de la part du Mexique, une forme d'hyper-réaction nationaliste conciliée : le pays répond ainsi tantôt au « benign neglect » (ce « léger dédain » avec lequel les Etats-Unis traitent volontiers ceux qui ne leur semblent pas leurs égaux) et tantôt à la « casse » que peut provoquer un tel mastodonte sans nécessairement penser à mal, du simple fait de ses nécessités vitales.

Mais Washington exprime aussi, parfois, son humeur. Ce fut le cas à partir de 1983. Sur

un fond de défiance, justifiée par la différence des approches sur le problème centre-américain, les Etats-Unis entreprennent de dénoncer la « passivité », voire la « complaisance » de certaines autorités envers les trafiquants de drogue.

Ces accusations finirent par déboucher sur une mise en cause officielle (mais durement relayée par la presse américaine) de tout le système étatique mexicain — corruption, fraude électorale — dont on s'était pourtant accommodé des décennies durant, au nom de la « stabilité » politique, jugée indispensable aux portes de l'Union. C'est dire que les relations bilatérales ont connu, durant les mandats de MM. Reagan et de La Madrid, une sorte de nadir historique.

JEAN-PIERRE CLERC
Lire la suite page 4

Messe à la monarchie moribonde

Le Centre de musique baroque de Versailles fête le Bicentenaire à sa façon

Messe d'ouverture des Etats généraux, symphonie la Reine de France de Haydn, Messe de Gosses qui accompagna la mort de Mirabeau... Le Centre de musique baroque de Versailles fête à sa façon, en trois concerts et une seule journée, la Révolution au château. Ecrivain, musicologue, père putatif d'une autre révolution — la reconnaissance par la France de sa musique baroque — Philippe Beaussant, directeur du Centre, commente.

« Nous avons passé l'été à trembler : la Traviata à Versailles, c'était loufoque. Le public n'allait-il pas faire l'amalgame avec les activités de notre Centre ? » Philippe Beaussant évoque sans vouloir s'y arrê-

ter les opérations peu nettes de l'été versaillais : ce festival d'opéras, chapeauté sans doute un peu à l'aveuglette par la Commission du Bicentenaire, et dont ne sont sorties que des embrouilles (le Monde du 7 septembre). Et voici du même coup elle aussi brouillée l'image que l'on se faisait du Versailles d'après 1987, date de la préfiguration du Centre de musique baroque (toute une journée Lully) ; d'après octobre 1988 surtout, décollage officiel pour ce même Centre, occasion d'un long week-end Marc-Antoine Charpentier.

ANNE REY

Lire la suite page 10

**I WANT
TO GO HOME**

ADOLPH GREEN
GERARD DEPARDIEU

REALISATION
ALAIN RESNAIS

SCENARIO
ET DIALOGUES
JULES FEIFFER

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne/Mexique, 7,20 P. ; Côte-d'Ivoire, 316 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 fr. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.Le Monde
PUBLICITE5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 FReproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-01.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

BP 587 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	BOULIUX	RUSSIE	AUTRES PAYS en francs
3 mois	365 F	399 F	594 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 390 F	1 900 F	2 650 F

ÉTRANGER :

Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINUTEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :

Pour tous renseignements :

tél. : 05-04-05-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés et pro-
prietaires des journaux sont invités à formu-
ler leur demande deux semaines avant
leur départ. Joindre la dernière bande
d'envoi à leurs correspondances.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faivre (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef :

Daniel Verne

Corédacteur en chef :

Claude Saut

Administrateur général :

Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 46-23-06-81

DATES

Il y a quarante ans

Proclamation de la République populaire de Chine

Le 1^{er} octobre 1949, du haut de Tiananmen, la porte d'entrée de la Cité interdite, un quinquagénaire rondouillard annonçait, avec son accent méridional du Hunan, à couper au couteau, que « les Chinois étaient désormais débouffés », que jamais plus ils ne seraient esclaves, et proclamait la création de la République populaire de Chine. Pékin retrouvait soudain son lustre de capitale de la Chine, qu'elle avait perdu pendant deux décennies, quand les nationalistes de Tchiang Kai-shek avaient transféré le gouvernement central à Nankin et avaient rebaptisé Pékin (en chinois, la capitale du Nord) en Peiping (la paix du Nord). Le régime déchu s'était réfugié, derrière son chef, dans l'île de Taïwan. Il s'y trouve encore.

La conquête du continent par les armées de Mao n'était pas encore terminée. Si Pékin s'était rendue le 31 janvier 1949, Nankin et Shanghai étaient tombées en avril entre les mains des « Martiens » — comme l'écrivit à l'époque l'envoyé spécial du Monde, Robert Guillaud : Canton ne sera prise que le 14 octobre, Chongqing et Chengdu — au Sichuan — les 30 novembre et 27 décembre ; l'île de Hainan et le Tibet ne seront « libérés » qu'en 1950. Mais les communistes chinois tenaient assez bien le pays pour institutionnaliser leur pouvoir, en partie dans l'espoir de profiter de la débâcle du Kuomintang pour obtenir la reconnaissance de la communauté internationale dont les diplomates avaient refusé de suivre Tchiang Kai-shek à Taïwan.

La Chine sortait de décennies de troubles ; à huit années de conflit sino-japonais avaient succédé quatre années de guerre civile qui avaient achevé de ravager le pays. Le Kuomintang, corrompu, inefficace, avait laissé derrière lui une inflation galopante : après avoir été multiplié par 3,6 millions en dix ans, l'indice des prix était à nouveau monté en flèche en 1948. Selon la tradition chinoise, le régime battu avait perdu le « mandat du ciel », qui était tombé entre les mains de vainqueurs plus forts, et auréolés d'une réputation d'honnêteté et de frugalité.

Oui,
la dictature

Les Pékinois avaient accueilli, les uns avec enthousiasme, les autres avec soulagement, l'arrivée des « baloujuns », littéralement la « Huitième armée de marche », unité de base de l'armée rouge, qui lui avait donné son nom générique. Une jeune étudiante de l'époque, Maria Yen — qui finira le pays un an après — a publié ses souvenirs sur ces journées historiques (1). Etudiante à la prestigieuse université de Pékin, Beida, elle raconte la disette et les brutalités de la soldatesque avant la « libération », l'exaspération de la jeunesse. C'est pourquoi, après des heures d'attente en plein hiver devant la porte Ouest de la capitale — qui était encore entourée de murailles, — agitant les drapeaux confectionnés la veille, elle avait, parmi ses condisciples, accueilli dans l'enthousiasme les premiers soldats avec des fleurs et des chants révolutionnaires tels que :

Vous êtes le phare éclairant la mer,
Le timonier tenant la barre,
Brave Armée populaire de libération, fils
[du peuple !
Vous êtes le pivot et l'aiguille de notre
[boussole,
Nous marcherons pour toujours derrière
[vous,
La Chine sera libre, libre !

Après avoir tenté en vain un compromis avec les nationalistes — qui rejeteront les conditions draconiennes de Mao, — le PCC s'était attelé à la tâche de construire un Etat. En juin s'était réuni à Pékin le comité préparatoire de la nouvelle conférence consultative politique, qui, laissant une large place aux organisations et personnalités « patriotiques », était solidement verrouillée par le PCC. Mais Mao ne cachait pas son jeu : dans son dernier ouvrage de guerre, *De la dictature démocratique du peuple*, il répondait par avance aux critiques : « Vous penchez d'un seul côté ?

— C'est exactement cela... Vous exercez une dictature ? Mes bons messieurs, vous avez raison, c'est exactement ce que nous faisons (...) pour priver les réactionnaires du droit à la parole et ne réserver ce droit qu'au peuple. »

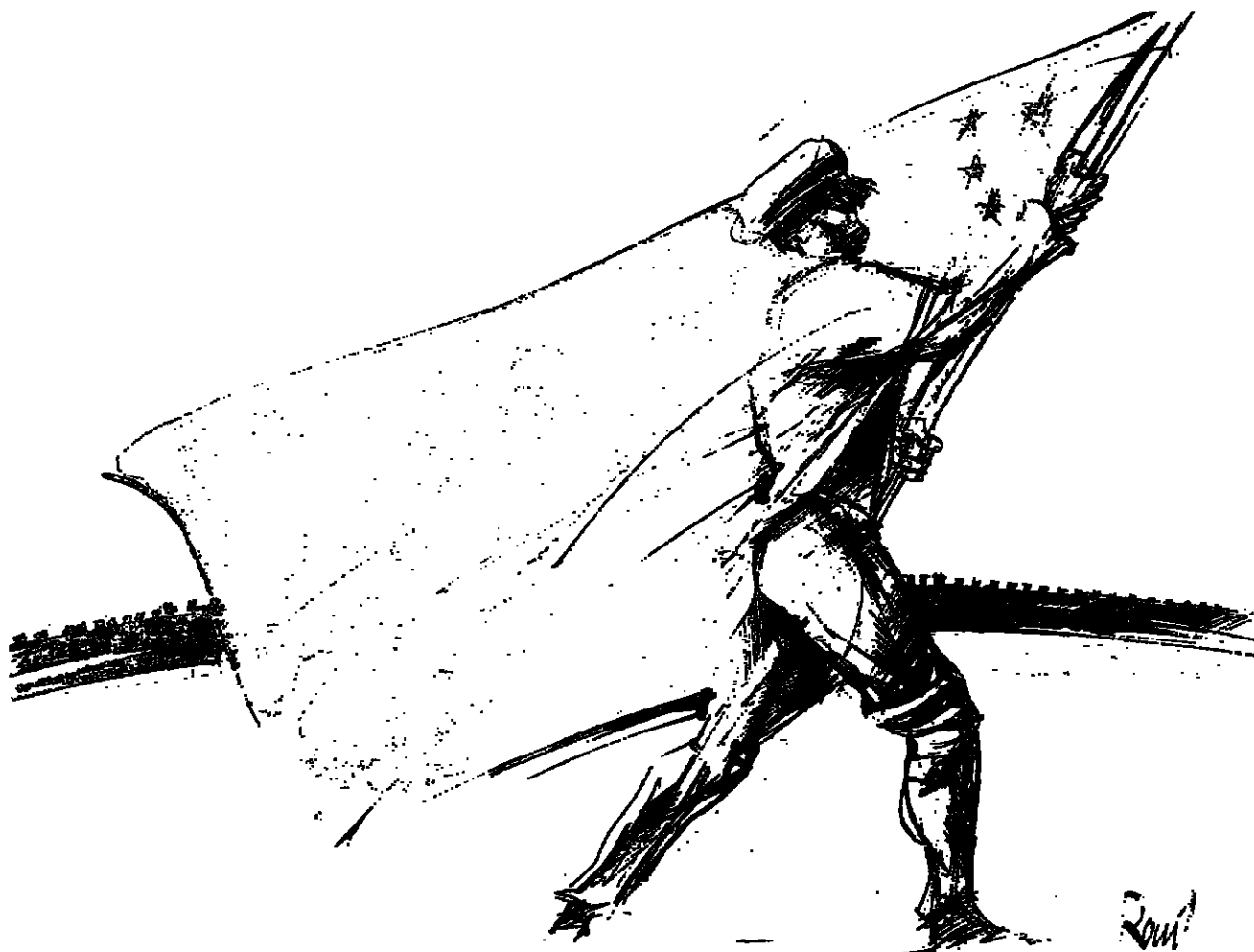
Après la réunion de la conférence consultative, la République populaire était proclamée face à la foule par son nouveau président, Mao, entouré des dignitaires du régime. En quelques mois, d'abord avec souplesse, de compromis en compromis, les cadres et les soldats qui avaient pris Pékin

ville natale (3). A travers ce roman autobiographique, on sent l'émotion et l'enthousiasme du lycéen de quinze ans qui a été chargé avec son groupe de protéger un pont : « Ils étaient vêtus de guenilles (...). Dans leur regard brillait une force intérieure. Ils étaient animés d'une immense fierté, la fierté de ceux qui font avancer la roue de l'histoire. »

Wang Meng fait ressentir l'atmosphère de conspiration des jeunes militants clandestins en cette année 1949 quand arrivent les premiers soldats, puis celle, quasi religieuse, du

tisane de la guerre froide, à l'idéologie aussi rigide que celle de leurs adversaires, comme Dulles ou MacArthur, après avoir tenté d'écraser la « Chine rouge » en Corée, dresseront une muraille autour d'elle, affirmant contre toute évidence qu'il n'y avait pas de gouvernement en Chine, mais seulement un proconsulat soviétique ! A l'intransigeance de l'Occident correspondra un durcissement du maoïsme.

Nombres auront été les erreurs d'analyse sur le communisme chinois, tant avant qu'après 1949. Dans ses *Mémoires* (4), le



dans une tornade de charme, qui pour la première fois de mémoire de Chinois ne volaient ni ne violaient — « ne prenant même pas une aiguille », — avaient affirmé leur autorité jusqu'au fond des hutongs, les ruelles pékinoises. Dans les administrations, les écoles et les universités, si pratiquement tout le monde était resté en place — sauf les « traitres » ou les « criminels », — le pouvoir avait changé de main ; la coquille semblait la même, mais ce n'était plus qu'une illusion.

« Une force
intérieure »

Maria Yen raconte la mobilisation des masses pour les premières manifestations « spontanées », la critique des étudiants qui préfèrent travailler que perdre leur temps à battre la semelle sur Tiananmen ou à assister au *xuezi* (cours d'éducation politique), le tri du bon grain progressiste et de l'ivraie bourgeoise. Si la masse des Pékinois a salué la naissance du nouveau régime, elle n'attendait pas longtemps avant de prendre le chemin de Hongkong. Elle représentait cependant une petite minorité à l'époque ; l'idéalisme d'une population longtemps humiliée, pour laquelle rien ne semblait pouvoir être pire que les décennies passées, persistait, comme le confirmait, de Shanghai, Robert Guillaud (2).

Un autre adolescent de l'époque, devenu écrivain célèbre, puis ministre de la culture — poste dont il vient d'être limogé pour cause de libéralisme au début du mois de septembre, — Wang Meng, a laissé ses souvenirs des jours de la « libération » dans sa

meeting où les révolutionnaires vainqueurs se réunissent pour la première fois pour célébrer leur victoire. Huit ans plus tard, avec la répression des intellectuels après les « cent fleurs », le héros — devenu cadre communiste — sera à son tour victime d'une purge. Il lui faudra attendre vingt ans pour être blanchi.

L'URSS, qui avait soutenu les nationalistes jusqu'au bout, tout en laissant les communistes s'emparer de la Mandchourie, sera la première à reconnaître le nouveau régime. Staline aurait préféré une Chine faible, divisée ; il devra faire contre mauvaise fortune bon cœur. Ce malentendu de base entre deux P.C. rivaux ne sera pas étranger à la brouille sino-soviétique qui s'amorcera dix ans plus tard.

Coup
de vieux

De leur côté, les Occidentaux avaient hésité quelques mois à lâcher les vaincus — dont le sort semblait désespéré, — conservant sur place, à Nankin, Shanghai ou Pékin, un embryon de représentation diplomatique. Ils se raidirent face à Mao après le déclenchement de la guerre de Corée, à l'été 1950, et il faudra attendre 1964 pour que de Gaulle prenne l'initiative de reconnaître la République populaire.

Dépassés par des événements qu'ils n'avaient pas prévus, les Américains s'étaient jetés de nombreux arguments à la figure pour savoir « qui avait perdu la Chine ». Des diplomates qui avaient prédit la victoire de Mao se verraient traîner devant les commissions d'épuration macarthystes pour « activités anti-américaines ». Les par-

général Guillaud, alors attaché militaire français en Chine — qui avait prévu la victoire des communistes en Chine comme au Vietnam cinq ans plus tard, — ne se prive pas de brocarder la naïveté de ceux qui, à l'époque, ne voyaient en Mao et les siens que des « réformistes agraires », tout juste socialistes, mais pas communistes. Dès 1951, contrairement à ces prévisions optimistes, le « Grand Timonier », qui avait pendant la guerre civile su jouer de la sympathie de certains Occidentaux, abattra son jeu avec les premières attaques contre les intellectuels, qui suivront de peu la purge sanglante des propriétaires fonciers dans les campagnes.

Longtemps, face à un régime communiste de type nouveau, mal connu, imprévisible, nombre d'experts étrangers oscilleront entre les deux extrêmes, de l'approbation sans faille à la condamnation définitive, en particulier pendant la révolution culturelle. Il faut dire que Mao et ses successeurs, par leur langue de bois et leurs brusques changements de cap, ne leur auront pas facilité la tâche. Quant à Deng Xiaoping, qui avait à l'origine prévu de célébrer en grande pompe le quarantième anniversaire de la République populaire, il s'est trouvé contraint par les manifestations du printemps à Pékin et la répression de la célébrer discrètement. L'enthousiasme des premiers jours est bien loin ! Cet anniversaire a cessé d'être matière à réjouissances pour un régime qui, en quelques mois, a pris un terrible coup de vieux.

PATRICE DE BEER

- (1) *The Umbrella Garden*, MacMillan, 1954.
- (2) *Orient Extrême*, Actes-Le Seuil, 1985.
- (3) *Le Salut bolchevique*, Mémoris, 1989.
- (4) *Une vie pour la Chine*, Laffont, 1989.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

en direct sur

PIERRE
MEHAIGNERIEanimé par
Olivier MAZEROLLEavec André PASSERON
et Erich IZRAELEWICZ (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Isabelle TORRE (RTL)

RTL

مكتبة ابن الأثير

ÉTRANGER

CHINE

Triste anniversaire pour les Pékinois

Le régime commémore dans l'indifférence la proclamation de la République populaire par Mao Zedong

Alors que la célébration officielle du quarantième anniversaire de la République populaire de Chine a commencé vendredi 29 septembre à Pékin avec un discours du secrétaire général du PCC, Jiang Zemin (le Monde du 30 septembre), la presse chinoise a fait état de plus de cinquante

exécutions capitales en une semaine. A Paris, d'autre part, contrairement à la tradition, aucun membre du gouvernement n'a assisté à la réception donnée vendredi à l'ambassade. La Fédération pour la démocratie en Chine, qui regroupe les oppo-

sants au régime de Pékin, a lancé un appel à manifester dimanche devant l'ambassade à Paris. A Hongkong enfin, des manifestants ont hui les invités d'une réception donnée par les représentants de Pékin.

PÉKIN
de notre correspondant

En plein milieu de la plus grande place du monde, le petit soldat de garde au pied du monument « aux héros du peuple » n'a pas du tout l'air martial. Voyant s'approcher deux étrangers à l'allure de journalistes, l'officier se dirige vers la sentinelle, la fusille du regard en pointant le menton vers la Kalachnikov qui pend misérablement à son côté. Le soldat regarde son chef, fait la moue, les yeux implorant la clémence; l'officier insiste en opinant sèchement du chef; le soldat finit par se redresser et passer la bandoulière derrière le cou de façon à présenter l'arme dans la position régulière. La dignité nationale est établie.

La scène s'est produite sous nos yeux. Depuis lundi, à l'occasion de la fête nationale qui marquait, dimanche, le quarantième anniver-

saire de la République populaire, la place Tiananmen est accessible aux journalistes accrédités comme aux groupes de touristes étrangers, à des heures « ouvrables », comme dans un musée. Un musée consacré à l'écrasement de la « rébellion contre-révolutionnaire » du printemps.

Les dalles de béton abîmées lors de l'arrivée de l'armée, peu avant l'aube du 4 juin, ont été refaites, mais les employés municipaux n'ont pas remplacé les quelques marches de marbre menant à la face nord du monument central, que les chenilles des blindés ont cassées. Ce n'est pas la seule anomalie compliquant cet anniversaire de se dérouler dans l'allégresse.

La plus prestigieuse université de Chine, Beida, est toujours déserte de sa population étudiante, la rentrée ayant été repoussée à la mi-octobre. A travers la ville, les contrées d'identité ont été consi-

dérablement renforcées, principalement la nuit. Le pouvoir se montre nerveux, inquiet, craignant qu'un incident quelconque n'assombrisse « sa » fête. Il y a quelques jours, les étrangers de la résidence diplomatique donnant sur le pont « de la porte de la construction nationale » (Jianguomenwai) ont pu voir, en pleine nuit, les soldats s'entraîner à contrôler une manifestation. Certains jouaient les manifestants, les autres procédaient aux « arrestations ».

La tension verbale reste vive avec le pays occidental qui avait, le premier, reconnu la Chine populaire, il y a un quart de siècle. Toute la semaine, la presse officielle de Pékin a reproché au gouvernement français de s'ingérer dans ses affaires : en condamnant une nouvelle fois, par la voix de M. Roland Dumas à la tribune des Nations unies, la répression du printemps comme une « violation des droits de l'homme » et en soutenant « ouvertement » le congrès de fondation de l'organisation d'opposition en exil. Mais de représailles diplomatiques, point.

Eloge aux communes populaires

Interrogé sur les actions concrètes que Pékin envisageait à l'encontre de la France, le porte-parole du ministère des affaires étrangères nous a répondu par une nouvelle déclaration enjonzant Paris d'« arrêter le cheval tandis qu'il est encore au bord du précipice ». En d'autres termes, il n'est pas encore tombé. Il faut dire qu'annoncer à la veille de la fête nationale un rappel, toujours possible, de l'ambassadeur de Chine à Paris ou une réduction du niveau de la représentation diplomatique mutuelle avec la France ferait mauvais effet.

Les Pékinois, cela crève les yeux, sont tristes. Ils se rendront peut-être dans les parcs en grand nombre. Mais il y a le ton de la télévision, alternant entre la fausse bonne humeur et la sévérité, l'allure compassée des dirigeants, le style même des réceptions, cérémonies de récompenses décernées aux ouvriers modèles - avec une brève apparition de M. Deng, jeudi soir, dans le meilleur style du grand patriarcat qu'incarna jadis Mao Zedong. Il y a aussi l'ode pesante de la propagande aux réussites de l'industrie lourde, du champ pétrolier de Daqing, et même le coup de chapeau, manqué mais réel, aux accomplissements du système des « communes popu-

leur élimination permettra de démontrer « la supériorité du socialisme ».

Il n'a pas plus caché le caractère politique de ce choix : « Une poignée de personnes ont tenté de créer en Chine une soi-disant classe moyenne destinée à servir de force subversive contre le système socialiste. La « lutte des classes » se poursuit donc, avec d'autant plus de vigueur que « la tendance à l'extrême décentralisation et à l'autocratie dispose d'une large base sociale en Chine ».

Dans les faits, la réforme est bel et bien enterrée : ce qu'on en retiendra n'est destiné qu'à donner le change de manière à continuer d'attirer les investissements étrangers, étant entendu que ceux-ci n'ont pour fonction que de venir au secours du secteur public. Aller plus loin équivaudrait à brader la souveraineté de la Chine et soumettre son peuple au « double esclavage des capitalistes étrangers et de [ses] propres classes exploitatrices ». Auquel cas, a ajouté M. Jiang, dressant un noir tableau de cet hypothétique avenir, la Chine « ne constituerait plus qu'une dépendance du système capitaliste occidental ». En regard de ces avertissements, son timide appel à l'introduction en Chine de « nouvelles idées » ne pèse d'aucun poids.

FRANCIS DERON

Le discours-programme du chef du PCC

Requiem pour les réformes économiques

PÉKIN
de notre correspondant

Le nouveau pouvoir chinois a jeté le masque. A la question qui compte plus que tout pour l'avenir du pays le plus peuplé du monde, le secrétaire général du Parti communiste, M. Jiang Zemin, a répondu : non, la Chine ne veut pas évoluer vers une économie de marché.

C'est la conclusion qu'on retiendra, derrière les promesses de poursuite de la politique de réformes de M. Deng Xiaoping, dans le discours-programme prononcé par le nouveau chef en titre du parti vendredi 29 septembre à l'occasion de la fête nationale (le Monde du 30 septembre). M. Jiang a réinterprété à la manière des plus fermes partisans d'une économie planifiée et centralisée, les intentions réformistes énoncées naguère par son prédécesseur, M. Zhao Ziyang. Au lieu de vouloir, comme ce dernier, élargir l'économie nationalisée dans un marché en expansion, il a clairement indiqué que le secteur privé est « encouragé à se développer vigoureusement dans les limites spécifiées par l'Etat », mais, en même temps, doit être « géré et guidé de manière renforcée par des moyens économiques, administratifs et légaux ». Contrairement à M. Zhao, qui avait, il y a deux ans, identifié explicitement les défauts de l'économie centralisée à la stratégie, M. Jiang ne les a mentionnés qu'en passant pour répéter à l'envi

PHILIPPINES : après la mort de Marcos

Soulagement, perplexité et un peu de nostalgie...

MANILLE
correspondance

La nouvelle de la mort en exil de Ferdinand Marcos a été accueillie dans le calme à Manille, voire avec soulagement. Les Philippins avaient eu le temps de s'habituer à cette éventualité; depuis le mois d'octobre dernier, la presse locale annonçait périodiquement la mort prochaine de Marcos et faisait grand tapage sur ses nombreuses entrées et sorties d'hôpital. Maintenant, dit-on dans les rues de Manille, avec un peu de chance, l'affaire Marcos sera définitivement close.

Mais l'héritage laissé par cet homme « plus grand que nature » laisse les Philippins perplexes. Le paradoxe est parfaitement illustré par le fait que les drapeaux philippins ont été mis en bête pour trois jours en l'honneur de quelqu'un qui demeurait l'ennemi de son peuple.

L'héritage Marcos est en effet plein d'ambiguïté. A Manille, personne n'ignore l'important « pil-

lage du patrimoine national » dont il est accusé. On n'oublie pas non plus le luxe de sa femme Imelda, qui choquait dans ce pays où plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. On garde encore en mémoire les rigueurs « antidémocratiques » de neuf années de loi martiale (1972-1981).

Mais, il faut l'admettre, les impressions se font déjà plus floues, car la démocratie de Mme Aquino, après une série apparemment sans fin d'affaires de mousses, de corruption... n'a pas convaincu la majorité des Philippins (1). Et puis on se dit que Marcos a été, malgré tout le mal qu'il a pu faire, président de la République pendant près de vingt années. Et un président de la République, quel qu'il soit, a droit ici un respect.

Ainsi, les nombreuses rues, théâtres, écoles... arborant le nom de Marcos n'ont pas été débaptisées. Dans les quartiers populaires, les T-shirts « Marcos sa parin »

(Marcos toujours) restent plus visibles que les T-shirts jaunes de Cory Aquino.

Certes, pour la présidente, le nom même de Marcos, soupçonné d'avoir ordonné l'assassinat de son mari, reste humiliant. Mais le Philippin moyen a tendance à pardonner ses excès et à ne voir en Marcos que l'homme qui a sinisé les Philippines sur la carte du monde comme nul autre avant lui. En pratiquant un peu, on s'aperçoit aussi que ces mêmes Philippins conservent une certaine admiration pour l'homme. Le problème, si problème il y a, c'est la déposition mortelle de l'ancien président. Si Marcos vivait à ce point de troubler le régime, sa déposition pourrait susciter d'autres inquiétudes.

KIM GORDON-BATES

(1) Un sondage réalisé par le Social Weather Stations indique que les Philippins feraient plus confiance à l'église catholique, à l'armée et... aux Etats-Unis, qu'à leur propre Parlement.

Le premier ministre thaïlandais en visite officielle en France

M. Chatichai Choonhavan, un stratège moderne

Le premier ministre thaïlandais, M. Chatichai Choonhavan, est attendu à Paris, dimanche 1^{er} octobre, en visite officielle, la première en France d'un chef de gouvernement thaïlandais. Au cours de son séjour, M. Chatichai sera reçu par le président Mitterrand; il rencontrera M. Michel Rocard, qui donnera lundi un déjeuner en son honneur. La France espère de cette visite un renforcement de sa présence dans un pays où elle fait pâle figure : les échanges ne représentent que 1,3 % du commerce thaïlandais et les investissements français y plafonnent à 0,5 % du total.

En un an de pouvoir, M. Chatichai Choonhavan a fortement contribué à changer l'image de son pays. Et pourtant, quand il a succédé au général Prem Tinsulanonda - qui avait tenu les rênes du gouvernement pendant huit ans, - rares étaient les observateurs qui donnaient une chance à cet ancien général, play-boy, grand amateur de cocktails... et gros « calva ».

Surtout face à un Parlement éclaté en quatorze partis et une coalition gouvernementale plutôt hétérogène. Et pourtant, M. Chatichai a su imposer son style. D'abord en s'entourant d'un groupe de conseillers - son « kitchen cabinet » - composé d'universitaires dont son propre fils Kraisa. C'est plus vers eux que vers les hommes d'affaires et anciens généraux qui composent la majorité de son gouvernement qu'il se tourne pour chercher des idées nouvelles, ou résoudre des problèmes.

Dès sa nomination, il a su gagner sa popularité en augmentant le SMIC local. Ensuite, il modifia sensiblement le cap de la diplomatie thaïlandaise sur la question indochinoise. Jusqu'à son arrivée au pouvoir, Bangkok avait, à l'unanimité de Pékin, soutenu à fond la

résistance cambodgienne dirigée par le prince Sihanouk. Per de lance de l'ASEAN (1), la Thaïlande refusait tout compromis avec le régime de M. Hun Sen à Phnom-Penh.

Tout en maintenant de liens solides avec Pékin, M. Chatichai - qui est d'origine chinoise, entretient des relations étroites avec les milieux d'affaires de Bangkok, et est depuis longtemps impliqué dans le commerce sino-thaïlandais - a resserré ses rapports avec Hanoi et Vientiane et noué de liens avec M. Hun Sen. Ce dernier était, il y a quelques jours, à Bangkok, tandis que M. Chatichai tentait de relancer les conversations avec le prince Sihanouk. Le chef du gouvernement thaïlandais voit dans l'Indochine voisine en ruine une nouvelle frontière pour les exportations de son pays - ce qu'il appelle « changer le champ de bataille indochinois en un marché » - et ne serait pas mécontent de rétablir en partie l'influence traditionnelle de la Thaïlande sur le Cambodge.

M. Chatichai bénéficie, outre son habileté, d'une situation économique portative. A la tête de son parti nationaliste Chart Thai, dont il a longtemps partagé la direction avec son beau-frère, le général Prem Adiraksan, cet homme de soixante-sept ans, militaire de carrière, lié par sa femme à la famille royale, est le fils du maréchal Phin, qui fut, de 1947 à 1957, l'adjoint du dictateur Sarit.

Envoyé en exil comme ambassadeur en Argentine à la chute de ce dernier, il a fait, depuis 1973, une brillante carrière politique. Ministre des affaires étrangères, il rétablit en 1975 les relations diplomatiques avec Pékin; il fut ensuite ministre de l'Industrie, puis vice-premier ministre, avant de remplacer le général Prem à la tête du gouvernement à la suite des élections de juillet 1988.

PATRICE DE BEER

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

AFRIQUE

ALGÉRIE : la fin de la grève des enseignants

Les islamistes prônent l'abandon du bilinguisme

ALGER
de notre correspondant

Les enseignants ont décidé de reprendre les cours samedi 30 septembre. Leur mouvement de grève avait été déclenché il y a une semaine à l'appel d'un Comité national pour l'application du rapport final sur la réforme du système éducatif, inconnu jusqu'à la presse, unanimement écarté contre cette action laissant entendre, sans toutefois les nommer précisément, que les mouvements intégristes et basistes en étaient les instigateurs.

Plusieurs partis politiques, dont le Front de libération nationale (FLN) avaient désapprouvé cette grève. Le Parti d'avant-garde socialiste (PAGS, communiste) s'interrogeait sur la signification et les objectifs de ce comité, suggérant même que « certains milieux (cherchaient) à créer un climat de provocation, de division, de tension » au moment où l'Algérie a besoin de « mobilisation et d'unité pour faire face à la crise ». Seul le Front islamique du salut (FIS, intégriste) avait jugé la grève des enseignants « légitime », car l'action du comité devrait permettre de « garantir la justice sociale, la qualité de l'éducation, l'authenticité culturelle et consolider les valeurs islamiques ».

Suppression de la musique

L'agence officielle Algérie Presse Service (APS), reprise par l'ensemble des médias, a levé le voile sur le fameux rapport final sur la réforme du système éducatif, adopté le 11 juin lors d'une conférence organisée à Ben-Akroun, dans la banlieue algéroise. Ce document constate, selon l'APS, que « l'abandonnement aux mauvais résultats scolaires est dû au bilinguisme, à la mixité et à l'absentéisme » (des femmes, pour lesquelles on demande la retraite proportionnelle). Il prône « la substitution de l'éducation politique par l'éducation nationale dont

la définition est strictement islamiste » et qui ne doit être confiée à l'avenir qu'à « des enseignants chargés des sciences islamiques ».

Le même document exige « la suppression de la musique, de la danse », jugées « offensantes pour les valeurs arabo-islamiques », qui doivent être remplacées par « des activités consacrées aux affaires domestiques ». Le rapport estime qu'« une seule langue suffit dans le système éducatif », que « l'anglais doit être substitué au français » et « enseigné de manière facultative à partir de la septième année fondamentale (1) ».

En annonçant sa décision de lever l'ordre de grève, partiellement suivi par l'ensemble du territoire algérien, le Comité national

pour l'application du rapport final sur la réforme du système éducatif a cependant exprimé dans un communiqué sa détermination à faire appliquer le texte du 11 juin. Les responsables de ce comité, parmi lesquels des « barbus » (2), selon le quotidien El Moudjahid, ont d'ores et déjà réussi à mobiliser contre leur action la majorité des parents d'élèves et l'opinion publique, habituellement plus réceptive aux revendications socioprofessionnelles.

FREDERIC FRITSCHER

(1) Correspond approximativement à la cinquième dans l'enseignement français.

(2) La barbe est souvent considérée comme un attribut des Frères musulmans.

FORUM CHINE

12^e Forum d'Information Carrefour de la Chine

SAMEDI 7 OCTOBRE

de 10 h à 18 h Palais des Congrès Porte Maillot

« LA CHINE ENTRE DEUX HISTOIRES »

En première partie, l'Histoire de la Chine, ses institutions, son peuple et ses grands courants philosophiques.

En seconde partie : les enjeux politiques et économiques de la Chine 90, la difficile transition vers la modernité.

Photos et films inédits ainsi que des poèmes viendront illustrer les interventions des meilleurs spécialistes de la Chine, parmi lesquels : Patrice DE BEER, Alain PEYREFITTE, Richard ARZT, Jean-Luc DOMENACH, Marc RIBOUDET, Christian HIROU, Philippe JONATHAN, MA DESHENG, Alain ROUX, Léon VANDERMEERSCH, Chantal DE RUDDER.

Avec les documents du Nouvel Observateur.

Renseignements et inscriptions :

CARREFOUR DE LA CHINE

45, rue Sainte-Anne - 75001 PARIS

Tél. : 42.61.60.26 / 42.60.32.90

PROCHE-ORIENT

En Cisjordanie

La « bataille de l'impôt » oppose Palestiniens et Israéliens

Les camions, une demi-douzaine de semi-remorques, arrivent tous les matins, sous forte escorte militaire. Mission : saïer et confiscation de biens chez les grévistes de l'impôt. Domiciles particuliers, commerces, entreprises, dépôts sont visités par les soldats, guidés par une équipe d'inspecteurs du fisc israélien qui, liste en main, leur désignent les « coupables ».

BEIT-SAHOUR (Cisjordanie)
de notre envoyé spécial

Depuis le 21 septembre dernier, Beit-Sahour, une petite ville de Cisjordanie au sud de Jérusalem, vit à l'heure de la bataille de l'impôt. Le refus d'acquiescer impôts, taxes et droits de douane est, depuis bientôt deux ans déjà, une des manifestations du soulèvement palestinien dans les territoires occupés. Mais à Beit-Sahour la confrontation a pris des proportions sans précédent. En une semaine, affirmant les résidents, des tonnes de matériel ont été saisies : stocks industriels, marchandises des commerçants, biens particuliers tels que meubles, tapis, équipements de cuisine, machines à laver, téléviseurs, vidéo, alcool, etc. Certaines boutiques ont été entièrement vidées par l'armée.

Les habitants de la localité estiment que la valeur totale des saisies dépasse largement celle du montant des sommes réclamées par le fisc. Les autorités répliquent que les biens confisqués seront rendus contre paiement de l'impôt. Mais l'affaire va bien au-delà de ces considérations comptables. Elle est éminemment politique. En privé, certains responsables locaux ne cachent pas que la grève de l'impôt pourrait déboucher sur un vaste mouvement de désobéissance civile de nature à paralyser l'administration territoriale.

Dans son salon, préventivement déguisé, un fabricant d'objets en bois d'olivier — une des spécialités de la ville — explique : « Beit-Sahour est une grosse épine dans le pied des autorités ; voilà deux

ans que nous refusons de payer ; nous ne paierons toujours pas et nous avons cent bonnes raisons pour ce faire, qui vont d'une surimposition décadente (par les Israéliens) sur des bases irréalistes en période de difficultés économiques, à l'obéissance au mot d'ordre de boycottage de l'impôt décrété par la direction unifiée » [du soulèvement].

Pour l'exemple

Il ajoute : « Les Israéliens veulent faire un exemple ». Et si Beit-Sahour paraît avoir été choisie, ce n'est sans doute pas par hasard. Cette bourgade de grueuses maisons plantées à flanc de colline possède une forte personnalité — militante et bourgeoise. Beit-Sahour — onze mille habitants, en majorité des chrétiens — est plutôt aisée, dynamique, elle abrite nombre de petites entreprises et dit compter « soixante-dix ingénieurs, plusieurs dizaines de diplômés d'université et des bacheliers par centaines ». Mais Beit-Sahour est tout aussi nationaliste et compte également nombre de sympathisants du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) de M. George Habache, un des grévistes radicaux de l'OLP. A Beit-Sahour, on peut rencontrer un chef d'entreprise arborant fièrement un porte-clefs de voiture à l'effigie de Lénine — ce qui, même en période de perestroïka, ne doit pas être si fréquent — et, il n'y a pas si longtemps encore, un vieux curé y prêchait volontiers la révolution contre l'occupant.

« Nous sommes une ville forte, ils veulent nous donner une leçon, de peur que d'autres localités suivent notre exemple », dit le maire de Beit-Sahour, M. Hana al-Azma. Et d'affirmer que les perquisitions contre ces derniers jours, été accompagnées d'autres sanctions : couvre-feu total puis partiel, coupures du téléphone, entrées de la ville bloquées par l'armée à l'aide de blocs de pierres, cartes d'identité et voitures confisquées, emprisonnement de certains hommes d'affaires, brutalités lors des saisies à domicile.

LIBAN

Les parlementaires réunis en Arabie saoudite

Quelque soixante — sur soixante-trois — députés libanais sont arrivés, vendredi 29 septembre dans la soirée, à Taïef, en Arabie saoudite, où ils doivent séjourner afin de discuter des sombres perspectives politiques susceptibles de ramener la paix au Liban. La première réunion de cette session du Parlement libanais — élu en 1972 et dont le mandat est régulièrement prorogé depuis, la guerre empêchant toute élection — devait avoir lieu samedi sous l'égide du comité tripartite (Algérie, Maroc, Arabie saoudite) qui a pris l'initiative de cette convocation pour débattre d'un « document d'entente nationale ».

Jamais, depuis plus d'un an, les élus libanais ne s'étaient réunis en aussi grand nombre, leurs divisions ayant entraîné une paralysie totale du Parlement à partir d'août 1988 et l'échec de toute tentative pour élire un président de la République. Le projet arabe de réformes politiques — contesté par le général Michel Aoun, chef du gouverne-

ment militaire chrétien — prévoit, entre autres, un amendement de la Constitution en vue d'un réajustement du pouvoir politique en faveur de la communauté musulmane et évoque un simple redéploiement, à terme, des forces syriennes au Liban, mais non leur retrait.

Certains parlementaires ont emprunté, pour rejoindre Taïef, l'aéroport de Beyrouth, sous contrôle syrien, tandis que d'autres ont été acheminés jusqu'à Chypre par des hélicoptères militaires avant de prendre l'avion et que d'autres, enfin, ont gagné l'Arabie saoudite à partir de capitales européennes. Une quinzaine de députés ont fait savoir qu'ils s'assisteraient pas à la session de Taïef, notamment pour des raisons de santé (la moyenne d'âge des parlementaires est de soixante-cinq ans) ou, comme M. Raymond Eddé, en exil à Paris, pour des motifs politiques. — (AFP, Reuters).

IRAN

M. Rafsandjani exclut toute reprise des hostilités avec l'Irak

La perpétuation de la situation de la paix ni guerre entre l'Iran et l'Irak pourrait conduire à de nouvelles tensions dans la région mais ne devrait pas déboucher sur une reprise des hostilités : telle paraît être l'analyse des dirigeants iraniens. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani a ainsi exclu, vendredi 28 septembre, « toute reprise des hostilités » entre les deux pays, soulignant que « le monde se prépare à entrer dans une phase de détente, à la lumière du rapprochement entre les deux Super-Grands ».

De son côté, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, intervenant vendredi devant l'Assemblée générale de l'ONU, a rejeté sur l'Irak la responsabilité de l'impasse dans les pourparlers de paix et a estimé que

cet état de chose pourrait conduire à une augmentation de la tension. Il a assuré que son pays était prêt à libérer tous les prisonniers de guerre qu'il détient — environ soixante-dix mille, tandis que l'Irak en retient quelque trente-cinq mille — selon le plan proposé par l'ONU. Il a enfin appelé la communauté internationale à faire pression sur les Irakiens pour qu'ils se retirent des quelques poches qu'ils occupent encore en territoire iranien.

Par ailleurs, M. Velayati a souligné lors d'une conférence de presse que l'aide que l'Iran était susceptible d'apporter à la libération des otages occidentaux au Liban était fondée sur le principe de réciprocité et a demandé, en conséquence, le déblocage des avoirs iraniens gelés aux Etats-Unis depuis 1979.

Une organisation palestinienne de défense des droits de l'homme, el Haq, cite le cas d'un jeune homme arrêté pour forcer son père à payer ses impôts, celui de deux femmes malmenées par la troupe, de portes enfoncées, de biens confisqués à des tiers lorsque les soldats ne trouvaient pas telle ou telle personne mentionnée sur leur liste. A Beit-Sahour, les raids du fisc et de l'armée ont des allures de punition collective.

Les autorités font valoir que les conventions de Genève régissant les situations d'occupation leur accordent le droit de lever l'impôt et assurent que la totalité des sommes collectées retourneront, sous forme de services, dans les territoires. Les Palestiniens répondent qu'aucun budget distinct n'a jamais été publié dans la loi de finances et qu'il est impossible de connaître la répartition du revenu de l'impôt. Ils citent l'exemple de ces routes flamboyantes neuves qui, évitant soigneusement certains villages arabes de Cisjordanie, ne servent qu'à desservir des implantations israéliennes ne comptant, parfois, qu'une vingtaine de familles de colons. Quels ont été les contribuables ? Palestiniens ou Israéliens ?

Jeudi 28 septembre, une des personnalités nationalistes les plus écoutées de Cisjordanie, M. Fayal Hussein, accusait les autorités de « perdre la tête à Beit-Sahour » et affirmait que la ville « ne se laisserait pas écraser sans résistance ». M. Hussein annonçait encore que les Palestiniens des territoires, « sans avoir recouru aux armes », allaient « intensifier le soulèvement ».

ALAIN FRACHON

L'OLP accepte la proposition de dialogue avec Israël en URSS

L'OLP a annoncé, vendredi 29 septembre, qu'elle acceptait la proposition soviétique de pourparlers de paix entre une délégation palestinienne et une délégation israélienne en Union soviétique, rapporte l'agence officielle palestinienne Wafa. « Nous sommes d'accord avec cette proposition et nous invitons le gouvernement d'Israël à y répondre favorablement et à aller à ce dialogue sans condition préalable », a déclaré M. Mahmoud Abbas (Abou Mazen), membre du comité exécutif de l'OLP, cité par Wafa.

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Egorov, a déclaré, vendredi 29 septembre, que la proposition de dialogue était « une étape importante » vers la résolution de la question de la Palestine.

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

M. Mitterrand dénonce « la véritable négation des droits de l'homme »

Le président Mitterrand a dénoncé « la véritable négation des droits de l'homme » que constitue l'apartheid en commentant, vendredi 29 septembre à Versailles, l'exécution du militant noir Mangena Jeffrey Boesman, pendu le matin même à Pretoria. Le chef de l'Etat, qui s'exprimait devant des parlementaires de la CEE et des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), a évoqué les « images tragiques » venues d'Afrique du Sud, déplorant « l'exécution d'une personne pour laquelle les plus hautes instances internationales avaient demandé clémence, grâce et compréhension ».

Cette pendaison, à laquelle s'est ajoutée celle d'un Métis (le Monde du 30 septembre), porte à 39 le nombre des exécutions depuis le début de l'année, alors que 291 personnes se trouvent encore dans le quartier des condamnés à mort de la prison de Pretoria. Les 39 personnes exécutées en 1989 étaient 29 Noirs, 8 Métis et 2 Blancs.

D'autre part, le secrétaire général du Front démocratique uni (UDF), l'avocat Mohammed Valli Moosa, a été libéré, vendredi, à Johannesburg, au terme de quarante-deux jours de détention et aussitôt soumis à de sévères

Washington-Mexico : la lune de miel...

Suite de la première page

Or, dès avant leur prise de fonctions respectives, les nouveaux élus américains et mexicain, MM. Bush et Salinas, s'étaient, en novembre 1988, rencontrés à Houston (Texas), se promettant de faire prévaloir « un esprit nouveau » dans leurs relations.

L'approche généralement « suave » d'un George Bush toujours prêt à consulter et à concilier, et son évident « professionnalisme » — très éloigné de l'approche hyper-idéologique de son prédécesseur, M. Reagan, sur le très sensible dossier de l'Amérique centrale notamment — ne pouvait que rassurer le jeune chef d'Etat mexicain. Et l'action de M. Salinas lorsqu'il était ministre du plan et du budget de M. de la Madrid — pesant de façon décisive en faveur de « l'ouverture » économique de son pays — ne pouvait, elle, que satisfaire le républicain.

Le président Salinas a eu l'habileté de donner aussitôt à son homologue une intense satisfaction : il a accordé un haut degré de priorité à la lutte contre la production nationale de marijuana et de pavot (base de l'héroïne) et contre le transit par son pays de la cocaine colombienne. Voilà qui ne coûtait pas trop cher (l'opinion mexicaine est, sur le sujet, plutôt indifférente), mais prédisposait favorablement un voisin traumatisé par le problème de la drogue. En « échange », l'administration Bush a fait l'impossible pour assurer à Mexico un traitement privilégié pour la négociation de la dette (100 milliards de dollars) dans le cadre redéfini, en mars, par l'initiative Brady.

Ainsi les neuf premiers mois de cette année ont-ils été presque idéaux. « Il y a davantage de points de coïncidence que jamais par le passé », reconnaît M. Hector Aguilar Camín, directeur de l'influent mensuel Nexos, assez proche de l'actuel président. Pour autant les rapports, marqués du sceau d'une inégalité fondamentale, qui fait de cette myopie un quasi-caricature de dialogue Nord-Sud.

Pour le pays latin, la relation avec son voisin est capitale : 70 % de son commerce, les deux tiers de ses investissements étrangers, etc. Pour la nation anglo-saxonne, en revanche, le Mexique n'est d'importance que modeste, puissance parmi d'autres, même s'il est devenu un grand Etat pétrolier.

Lors des discussions Bush-Salinas on devrait parler surtout, indiquent-on au ministère des affaires étrangères de Mexico, de « questions très concrètes », liées, pour beaucoup, à l'existence de cette frontière « désarmée » de

près de 3300 kilomètres de longueur : amélioration de la coopération en matière de lutte contre la drogue (chacun travaillant, en principe, chez soi, mais avec un accroissement de l'information mutuelle) ; poursuite du soutien américain à la réduction (décor-mais perçue comme bien modeste : 2 à 3 milliards de dollars annuels) du fardeau de la dette, après l'accord du 23 juillet avec les banques créditrices du Mexique ; immigration clandestine des wet backs (1) vers le Nord.

A Washington on a désormais admis que le voisin ne peut guère empêcher ses ressortissants d'aller chercher du travail là où il y en a ; mais on entend que les autorités du Sud collaborent à repérer, parmi les candidats au voyage, les individus aux intentions délictueuses, et aussi, sans doute, fassent un effort pour stopper dès leur sortie du Guatemala les Centre-Américains en route vers les Etats-Unis.

Des « accords sectoriels »

On parlait, bien sûr, de l'Amérique centrale. Mexico capte sur ce sujet obtenu de M. Bush la discrète marge de manœuvre que M. Reagan lui accordait mal. C'est un besoin vis-à-vis d'une opinion qui demeure « à cran » envers toute intervention, à plus forte raison militaire, des Etats-Unis dans l'isthme ou sur la « troisième frontière », caraïbe, du Mexique. Une évidente diminution, de part et d'autre, du sens de l'urgence de ce problème peut aider à une meilleure compréhension. Mais la pierre de touche est désormais Panama, évidemment plus vital pour Washington que le Nicaragua ou le Salvador.

Enfin, et surtout, les deux présidents parleront de leur commerce bilatéral. Car la politique de « modernisation » de M. Salinas, fondée sur une « ouverture » aux produits et aux capitaux étrangers (donc, d'abord, américains) ne peut réussir sans un fort montant en

contrepartie d'exportations — dont les Etats-Unis sont le premier destinataire naturel. Or le Mexique, pour des raisons économiques et « culturelles » évidentes, ne veut pas signer, à l'instar du Canada, un accord général de commerce avec Washington. Et l'union elle-même serait-elle prête à une libre circulation des travailleurs, qu'implique à terme un accord de « marché commun » — et ceci bien que M. Reagan ait, dès 1979, proposé à son voisin un « accord de l'Amérique du Nord » ?

Pourtant l'idée est dans l'air. Tel ministre ne déclare-t-il pas volontiers aux industriels européens qu'il rencontre qu'ils ont « trois ou quatre ans pour venir prendre des places », avant que ne soit créée avec les Etats-Unis une « frontière externe commune » jugée « inévitable », voire « souhaitable », par les milieux d'affaires nationaux ?

Ainsi, pour concilier l'inconciliable, le gouvernement de M. Salinas paraît-il résolu à signer des « accords sectoriels », aux termes desquels les deux pays s'ouvriraient mutuellement tout grand leurs frontières pour des « segments », précis. « Il s'agit en somme de créer des zones de libre-échange américano-mexicaines par produit », constate M. Jorge Castaneda, pour s'en indigner, puisque cet universitaire, un des meilleurs connaisseurs ici des Etats-Unis, se classe parmi les sympathisants de l'opposition nationaliste de M. Cuauhtémoc Cárdenas.

L'automobile, déjà très « intégrée », serait le premier créneau où l'on devrait aboutir. Suivraient ensuite le textile et l'habillement, la sidérurgie, l'agriculture et l'agro-alimentaire, et l'électronique. Les Etats-Unis souhaiteraient ajouter à cette liste la banque, les assurances et les services en général. Ce pourrait bien être là le prix à payer par leur voisin pour que reprenne vers lui un courant massif d'investissements américains, indispensable à une « sortie de crise », après huit ans de marasme.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Littéralement : les « dos mouillés », du fait que les clandestins tentent parfois de franchir telle rivière à la nage, le Rio Grande en particulier, pour entrer aux Etats-Unis.

ÉTATS-UNIS : un record

22 tonnes de cocaïne saisies à Los Angeles

WASHINGTON
de notre correspondant

Vingt-deux tonnes de cocaïne découvertes dans un entrepôt de la banlieue de Los Angeles : c'est la plus grosse saïse de l'histoire de la lutte contre la drogue, un saïse proprement monstrueuse. La marchandise confisquée aurait permis de fabriquer plus d'un milliard de doses de crack, et représenté, au prix de vente dans la rue, entre 7 et 10 milliards de dollars : c'est l'équivalent du budget total annuel de la guerre que le président Bush a déclaré à la drogue, il y a trois semaines.

Loin de saluer cette prise extraordinaire par des cris de victoire, le chef de la police de Los Angeles a immédiatement lancé un appel pressant à Washington pour que l'Etat fédéral renforce les effectifs de la DEA (Drug Enforcement Agency) dans la mégapole californienne. Détrônant Miami, Los Angeles est en effet devenue la capitale des importations de cocaïne en provenance d'Amérique latine. Il est vraisemblable que la drogue a été amenée par camion, à travers le Mexique, bien de passage désormais le plus utilisé.

La désorganisation et la panique provoquées par l'offensive en règle

JAN KRAUZE

5750 שנה טובה

L'appel unifié Juif de France adresse à tous les membres de la communauté juive, ses meilleurs vœux à l'occasion de la nouvelle année et compte sur leur soutien pour atteindre ses objectifs en France et en Israël.

APPEL UNIFIÉ JUIF DE FRANCE

19, rue de Téhéran - 75008 Paris
Tél. : 45-63-06-10

הנהגת האוכלוסיה

POLITIQUE

La préparation du congrès du Parti socialiste

M. Chevènement et ses amis proposent de « fermer la parenthèse libérale »

Après plusieurs mois de lutte interne, MM. Laurent Fabius et Lionel Jospin ont appelé, vendredi 29 septembre, au rassemblement des mitterrandistes face aux rocardiens en vue du congrès du Parti socialiste prévu en mars prochain à Rennes. Les deux hommes n'en poursuivent pas moins leur compétition pour la conduite du courant majoritaire ainsi qu'en témoigne la contribution rendue publique par le président de l'Assemblée nationale, tandis que, de son côté, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, critique implicitement, lui aussi, les orientations rocardiennes.

MM. Pierre Guédoni et Jean-Paul Manchou, animateurs du courant Socialisme et République au sein du PS, ont présenté à la presse, mardi 26 septembre, la contribution des amis de M. Jean-Pierre Chevènement dans le cadre de la préparation du congrès socialiste de Rennes.

Cette contribution s'intitule : « Fermer la parenthèse libérale, faire vivre la République, agir en socialiste ». En préambule, les amis de M. Chevènement estiment que les socialistes doivent se donner des maintenant les « moyens de la victoire » pour les prochaines élections nationales, afin d'écartier la perspective d'une deuxième « cohabitation » qui « se terminerait peut-être moins heureusement que la première ».

« Il faut donc, continue le texte, rassembler demain plus et mieux qu'hier ou avant-hier », car « dans le pays existent les forces sur lesquelles pourrait se construire un vaste rassemblement majoritaire autour d'options de progrès et d'une politique qui les traduise en actes ». La contribution énumère les composantes possibles de ce rassemblement et résume : « L'électorat de gauche est le premier à remobiliser. Au-delà (...), le rassemblement de progrès peut et doit dépasser les frontières « naturelles » de la gauche ».

La contribution souligne ensuite la nécessité de « mener la bataille des idées contre le libéralisme dominant », en affirmant : « Au fond, qu'est-ce que cela veut dire, être socialiste en France, en 1989 ? Faire entrer dans la réalité les valeurs de la République. » Il s'agit, pour les socialistes, de montrer qu'ils ont pour la France « un projet à long terme (...), la construction d'une société plus juste, plus égalitaire, plus libre ».

Le texte aborde ensuite la question de la construction européenne en affirmant que le choix pour les

socialistes est le suivant : « Adapter la France, coûte que coûte, à son environnement international et par conséquent se soumettre (...) au primat de la rigueur (...) ou (...) réhabiliter la démocratie... ». La perspective de la paupérisation de l'Etat, continuent les amis de M. Chevènement, est inacceptable, injustifiable. Nous savons déjà que l'objectif de « baisse des prélèvements obligatoires (...) » n'est justifié par rien, sauf par l'influence de l'idéologie libérale (...) déjà, on s'habitue à répartir la pénurie, à l'intérieur d'un budget dont on oublie qu'il n'est aussi équilibré que parce que nous le voulons bien ».

Après avoir expliqué comment « l'Europe doit être réorientée économiquement, politiquement, culturellement, ce qui, au fond, revient au même », Socialisme et République souligne que les socialistes doivent « prendre les moyens économiques de leurs objectifs sociaux ». Le texte observe que « la désinflation compétitive, si elle a bien enrégimenté l'inflation, n'a pas restauré la compétitivité de l'industrie française ». L'acte unique européen risque de « nous entraîner plus loin encore dans une sorte d'engrenage libéral ». La logique libérale est un tout, fondement idéologique, continue le texte. A rien ne sert de réclamer un nouveau partage social sans la remettre en cause ».

Sans proposer explicitement une « autre politique », le texte affirme : « Que voulons-nous ? Une croissance plus forte et plus autonome au service de l'emploi (...), une capacité de négociation d'égal à égal avec les autres grandes puissances industrielles (...), une répartition plus équitable des fruits de la croissance (...), une maîtrise des concentrations économiques (...), un développement économique plus respectueux de l'environnement (...) et qui redonne vie au concept aujourd'hui moribond d'aménagement du territoire ».

Selon la contribution, dans le cadre de l'harmonisation fiscale et financière européenne, « il nous faut donc maintenir la possibilité de politiques nationales alternatives ». Dans l'immédiat, la libération des mouvements de capitaux de 1990 doit être à ce moment des « règles précises concernant un droit social européen et une fiscalité commune du capital ». En somme, « dans les prochaines années, il faudra fermer la parenthèse libérale, de préférence en réorientant de l'intérieur la construction européenne, sinon en jouant le jeu mondial de la France ».

A l'échelon national, le texte demande « une relance de la politique industrielle », refuse « la juxtaposition stricte et définitive d'un secteur public et d'un secteur privé », souhaite que le salaire moyen connaisse à l'avenir « une progression réelle contractuellement liée à la croissance économique » et demande « un réajustement fiscal au détriment des revenus non salariaux », par exemple en agissant sur les droits de succession.

Laïcité et citoyenneté

Les amis de M. Chevènement affirment encore qu'ils veulent « rendre une force neuve à l'idée de laïcité et de citoyenneté » et se proposent à ce propos, à propos de l'intégration des immigrés, pour « une politique massive, systématique, rapide, de naturalisations ». Quant à l'école, le texte condamne « les diatribes contre l'encyclopédisme ».

Le texte affirme que le PS doit pouvoir tenir un « discours » écologique « capable de devenir » hégémonique et que poser le problème des Verts en termes d'alliance électorale, c'est déjà aider ce mouvement à « se constituer en force politique ».

Le texte se conclut sur le rôle du PS et la préparation du congrès. Il affirme : « Le parti n'est pas le gouvernement. Le gouvernement ne procède pas du parti : le gouvernement ne s'identifie pas au parti et rien n'oblige le parti à s'identifier au gouvernement. Le parti n'est pas un rouage de l'Etat (...). Ni godillot ni tribulation, le parti doit être une force de proposition, de combat idéologique (...) Solidaire du gouvernement qu'il soutient de ses votes, le parti doit voir plus loin que lui ».

Les amis de M. Chevènement ne veulent « ni d'une amicale d'écrits personnelles, ni d'une fédération de fédérations électorales, ni d'un parti démocrate à l'américaine, où les militants se dissocient dans une nébuleuse de sympathisants ». Ils font une proposition « qui surprendra : elle consiste à appliquer nos statuts, loyalement », notamment vis-à-vis des courants, qui doivent redevenir des courants de pensée. Socialisme et République propose deux campagnes d'adhésions en deux ans et la création d'une organisation d'étudiants pour élargir le recrutement, et propose d'insister dans les votes la règle « un militant présent = un mandat ; un homme = une voix ».

A propos de la préparation du congrès, le texte affirme que Socialisme et République recherchera une synthèse « dont personne ne soit a priori exclu » et attaque indirectement les mitterrandistes, en affirmant : « On ne voit pas pourquoi tel texte plutôt que tel autre, plutôt que celui-ci, aurait vocation à être, avant même d'être rédigé, le base d'un « axe majoritaire ». De quel droit ? A quel titre ? Quelle « majorité » ? Les courants du passé sont morts. La parole est aux militants et à eux seuls ».

Le texte conclut : « La question qui se pose (...) est de savoir si le Parti socialiste doit aligner sa doctrine sur la politique gouvernementale et se reconnaître comme un parti de gestion à l'intérieur du système capitaliste libéral ou si, au contraire, après cette phase de consolidation, il doit reprendre sa marche en avant, en se fixant de nouveaux objectifs de transformation sociale. De la réponse à cette question dépendra le sens de la réflexion de François Mitterrand (...) et la réussite de deux septennats, l'enracinement du socialisme en France et le rôle de la France en Europe et dans le monde ».

M. Fabius fait de l'égalité le mot-clé de sa contribution

M. Laurent Fabius a rendu public, vendredi 29 septembre, la contribution qu'il déposera au comité directeur du PS, qui doit se réunir les 7 et 8 octobre, en vue du congrès de Rennes. Ce texte, dont le président de l'Assemblée nationale souligne qu'il a été adopté collectivement, est signé par mille cinq cents responsables du PS, dont six membres du gouvernement (MM. Pierre Bérégovoy, Jack Lang, Michel Charasse, Jacques Mellick, Paul Quilès, André Méric, et par cent parlementaires.

Intitulée *Egalité*, le texte de M. Fabius affirme : « Un seul mot fait toute la différence et c'est celui d'égalité ». En cette année du Bicentenaire de la Révolution, observe-t-il, « le mot d'égalité est sur toutes les lèvres mais malgré les avancées considérables réalisées depuis 1981 la France reste inégale ».

M. Fabius et ses amis se félicitent que le congrès de Rennes soit l'occasion d'un « débat de fond ». « S'il n'y a pas périodiquement discussion entre les militants, notre Parti ne peut pas être pleinement vivant », écrivent-ils. Le débat c'est notre oxygène. Ils précisent que le congrès de Rennes n'aura pas pour objet de « déterminer qui sera candidat à une élection présidentielle encore lointaine », mais de « fixer à partir de quelle politique, sur quelles idées, avec quelle stratégie, avec quels moyens, avec un parti, dans quelle situation » les socialistes pourront « le mieux aborder des élections législatives (et régionales) relativement proches et qui ne seront pas nécessairement faciles ».

La contribution se propose de répondre à six questions dont la première est : « quelle politique concrète ? ». La réponse qu'elle y apporte tourne autour de l'idée de démocratie : « L'avènement de démocratie économique et sociale », demandent notamment MM. Fabius et ses amis en observant qu'« un réajustement au profit des revenus du travail est devenu indispensable : la gauche y joue sa crédibilité ». Ils demandent que les lois Auroux sur les droits des travailleurs et la loi Roudy sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes soient appliquées. « Le premier investissement économique », déclarent-ils, c'est l'investissement social ».

Le texte souligne aussi la nécessité d'un meilleur aménagement du territoire. Il recommande la méthode de la « négociation élargie » : « inviter les partenaires sociaux à négocier à froid puis à tirer les conséquences de leur accord au plan législatif ou à prendre l'initiative s'il y a désaccord ».

Dimensions sociales

La contribution aborde aussi le problème de la démocratie populaire en recommandant la mise en place d'une possibilité de contrôle de la constitutionnalité des lois à la demande des citoyens et du « référendum d'initiative populaire sur les « problèmes de société » après avis du Conseil constitutionnel ». Elle recommande, d'autre part, « l'inscription automatique sur les listes électorales de tous les jeunes de plus de dix-huit ans nés sur le sol français ».

« Quelle Europe ? », demandent ensuite M. Fabius et ses amis.

■ **Henri Fiazbin** : le PS doit être « plus solidaire » avec les salariés. — M. Henri Fiazbin, ex-dirigeant communiste rallié au PS, ancien député des Alpes-Maritimes, a rédigé une contribution en vue du congrès du PS en mars 1990 à Rennes, dans laquelle il demande aux socialistes de manifester « de façon plus claire leur solidarité avec les salariés ». Selon lui, « les relations entre le parti et les travailleurs (...), bien souvent anciens électeurs du PC, ne sont pas satisfaisantes ». M. Fiazbin ajoute que « la place des communistes ayant rompu avec le PC, mais restant attachés à leurs meilleures traditions, est au PS ».

Ils estiment nécessaire d'introduire « plus de démocratie dans la vie de la communauté ». Ils soulignent que « la mention sociale doit être la base de la communauté et que décisions en ce sens doivent être prises à l'occasion de la conférence intergouvernementale de l'auton 1990 ».

« Que vision du socialisme ? », demandent-ils ensuite. Trois idéologiques caractérisent, selon eux, cette doctrine. « La nécessité d'une transformation organique de la société qui nous oppose aux conservateurs ; l'approfondissement de la démocratie et de justice qui qualifie le contenu de la transformation à conduire ; l'impulsion sociale des libertés qu'on sépare de la pratique communiste ». Selon eux, « le socialisme doit intégrer la modernité », c'est-à-dire « non seulement dériser les équipements mais aussi une juste participation décentralisée au fruit de la croissance, démocratiser les rapports sociaux dans l'entreprise et mettre en place une organisation qualifiante : travail ». Se référant à la « société mixte combinant la logique marchande et le service public », il soulignent leur attachement au dernier. Ils indiquent enfin l'écologie doit faire « pleinement partie de l'identité socialiste ».

A la question des alliances électorales, la tribune répond qu'elle doit opérer autour des « grands axes la politique du PS et non d'y autre ». Excluant l'alliance parlementaire entre le PS et le centre, M. Fabius et ses amis affirment que les socialistes doivent être ouverts « à l'égard des personnes », affirment que à l'égard du PS le PS doit se montrer rassembleur et qu'il doit, d'autre part, devenir le premier parti écologique France ».

Initiative électorale

Quant aux liens avec le gouvernement, M. Fabius et ses amis soulignent que le PS doit, « sur l'essentiel », servir le gouvernement mais sans « atterrir » et « parfois une contestation ». « L'accession à un gouvernement, soulignent-ils, doit pas priver le parti de sa capacité à anticiper, à imaginer, à proposer ».

« Quel Parti socialiste ? », demande enfin la contribution. Observant qu'« au cours de ces cinquante dernières années le PS a été une force de progrès », le texte s'interroge sur les causes de ce mouvement. Chacun constate que la formation est insuffisante, indiquent-ils ; que nos responsables les nombreux femmes, ceux des travailleurs la production est faible et n'augmente pas ».

Moderniser le parti est, selon M. Fabius, « un des enjeux majeurs du congrès ». Il estime que le PS entraine une « troisième phase », à la période de la SFIO et celle renouveau des années 70. Il lit devenir un « parti moderne/masse », ce qui suppose d'abaisser le prix des cotisations, d'augmenter la présence des femmes à tous les niveaux et d'organiser les sympathisants. Le président de l'Assemblée nationale et ses amis recommandent l'ouverture d'un droit statuaire de convoquer une « convention d'initiative militante » à la demande d'une proportion d'adhérents répartis dans plusieurs régions. Ils souhaitent que lors (votes internes soient pris en compte les militants présents et non les correspondants.

La contribution se prononce aussi sur le créan d'un institut national et international de formation. La modernisation de la fédération des élus, la place de ces structures de cooptation régionale et européenne font, déclarent M. Fabius et ses amis, « passer de l'objectif d'un parti - reflet de la société - à l'objectif d'un parti - outil de transformation ». Ils souhaitent qu'à l'occasion du congrès soient réintégré de la parti « de nombreux militants exclus qui, bien qu'exclus, n'ont jamais cessé de se situer dans la majorité présidentielle » et de « ouvrir à des dizaines de milliers d'hommes et de femmes venus d'horizons différents ».

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

L'exploration de l'espace public

En période de pénurie, ou de lassitude, l'étude des formes de la communication politique peut se révéler plus intéressante que celle de son contenu. Au risque de s'abstraire, un moment, des débats de fond qui agitent la majorité et l'opposition, cherchons à comprendre avec la revue *Hermès*, comment s'organise « le nouvel espace public ». La quatrième numéro de cette revue éditée par le CNRS propose une série d'observations et de réflexions sur ce thème, qui nous concerne tous, puisqu'il traite du fonctionnement de la démocratie.

L'impression générale laissée par la lecture de ces travaux est celle d'un paysage qui a beaucoup changé en peu de temps. Chacune de ces pages nous fait ouvrir de nouvelles pistes pour s'y retrouver. Nos explorateurs partent dans des directions différentes et reviennent avec des notations qui s'ajoutent, se complètent, se contredisent parfois. On n'en mesure que mieux la richesse et les difficultés d'accès du terrain : la communication a beaucoup à dire mais elle n'est pas spontanément communicative. Il faut donc aller chercher en elle, au-delà de ce qu'elle véhicule publiquement, le sens politique de son fonctionnement.

Jean-Marc Ferry explique qu'on est passé du juridique au médiatique, du règne de la critique à celui de l'opinion. « Le nouveau style de communication est plutôt maîtrisé par les acteurs eux-mêmes », note-t-il, en relevant que l'accès aux médias est devenu un principe de sélection sociale, aux dépens de la légitimité que conférerait la culture de type « vieille Europe ».

Dominique Wolton définit un modèle de communication politique comme « l'espace où s'échangent les discours contradictoires des trois acteurs qui ont légitimité à s'exprimer : les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique » (cette dernière se manifestant à travers les sondages). Cet

espace agit « comme un facteur d'organisation de l'irrationalité politique ». Le même auteur précise, dans une autre étude, que, contrairement aux apparences, dans ce trio d'acteurs, ce sont les médias qui ont la position la plus difficile et la plus fragile, faute de posséder « la légitimité que donne aux sondages et aux hommes politiques le principe de représentativité ».

Selon Alain Touraine, l'importance croissante de la communication politique est la contrepartie de l'affaiblissement de la représentativité politique et des idéologies. Cependant, la politique au sens étroit se trouve largement débordée par d'autres secteurs de la vie publique. Raymond Boudon expose brillamment que l'extension du règne de l'opinion va de pair avec celle de « l'information ». Aussi préconise-t-il, face à l'incertitude qui entoure « la communication », de redécouvrir la valeur de l'esprit critique, ainsi que les voies et moyens qui permettent de l'acquiescer.

Gilles Acheche observe que le marketing a pris le pas, dans la communication politique, sur le dialogue et la propagande, et Eliseo Véron suggère de reconnaître, face au danger d'une telle évolution, « un espace public de l'Etat » qui préserverait, avec la richesse de l'outil audiovisuel mais sans l'appareillement imposé par les règles contractuelles de la campagne électorale officielle, la communication politique de « l'emprise totale du marché ».

Avec Marc Abélès, on s'initie à l'évolution du rituel politique, qui privilégie la symbolique

consensuelle et transforme en spectacle les rites d'affrontement. Dans cette perspective, le pèlerinage traditionnel que M. Mitterrand fait à la Pentecôte au rocher de Solérus apparaît comme « un élément stratégique de communication ».

Ce ne sont là que quelques pas en compagnie de quelques-uns des décrypteurs rassemblés dans ce numéro d'*Hermès*. Il faut aller plus loin, avec tous, pour pénétrer dans ce nouvel espace public où, à travers le choix de nos sources d'information, nos votes et les mouvements de l'opinion, nous jouons un certain rôle.

Sauf accident de parcours, le calendrier électorale, habituellement si chargé, laisse entrevoir une assez longue pause. C'est peut-être le moment de faire le point à ce sujet en se procurant, à un prix modeste, la nouvelle édition du bilan des études électorales en France, publié sous le titre : *Explication du vote*.

L'ouvrage répond à toutes les questions que l'on peut se poser sur l'expression du suffrage ou l'abstention. Vingt-quatre spécialistes ont contribué, sous la direction de Daniel Gaxie, à l'établissement de ce bilan. On complètera ce travail de documentation en s'intéressant avec Colette Ysmal aux parties politiques sous la Ve République, qui ont légitimement joué leur rôle en concourant à l'expression du suffrage. Colette Ysmal fournit beaucoup d'informations sur les bases sociales et électorales des partis, champ d'études que les sondages ont largement contribué à défricher.

► *Hermès* : « Le nouvel espace public », éditions du CNRS, 248 pages, 85 F.

► *Explication du vote* sous la direction de Daniel Gaxie. Références. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 460 pages, 80 F.

► *Les parties politiques sous la Ve République*, de Colette Ysmal. Montchrestien, 312 pages, 138 F.

Les journées parlementaires du RPR

Un sabre de bois ?

par André Passeron

Le maire de Lyon a ainsi repris l'idée lancée avant l'été par M. Charles Millon, président du conseil régional Rhône-Alpes. M. Noir a-t-il brandi un sabre de bois, s'est-il autoproclamé chef unique de la rénovation, ou parlait-il au nom d'un courant en formation ? Ces questions, ses auditeurs se les posaient. Mais, au total, cette première journée a montré que le RPR ne craignait plus que ses diversités effritées compromettent sa cohésion retrouvée.

Un incorrigible bretteur

**« A nous deux,
de Gaulle ! »**

avec le gaullisme. Un comble ! Car, c'est vrai qu'il a écrit à Georges Pompidou, lui qui clamaient dans sa campagne de 1965 qu'il ne prendrait pas pour premier ministre « un employé de la banque Rothschild ». C'était son côté sentimental, en reconnaissance des efforts qu'il avait eus déployés à Massignon pour la grâce d'Edmond Jouhaud. Georges Pompidou, surpris d'un soutien pareil dans sa propre campagne après la démission du général, dira seulement : « C'est peut-être le début d'un chemin de Damas. »

Retour à l'extrême droite

Ce Tixier-Vignancour, qui se place alors bruyamment dans la majorité présidentielle, sera, en 1971, l'avocat de M. Rives Henry, député UDR impliqué dans l'affaire de la Garantie foncière.

Mais il se démarque de nouveau pour entrer dans une opposition constructive.

Le voilà, cette fois, porte-parole du Parti des forces nouvelles. C'est le retour à l'extrême droite, l'entrée de la droite dans le jeu de l'ESL, l'implantation de la Fuerza Nueva espagnole. Il se distrait en plaçant pour le marchand de tableaux Fernand Legros. Il brigue, sans succès, un siège au Parlement européen en 1979. La manière dont il opère aggrave le conflit avec le Front de la gauche. Il se présente à la présidence du conseil régional de Catalogne. Pourtant, le 14 juin 1984, il tombe dans les bras l'un de l'autre pour des retrouvailles dont le président du Front national sait alors qu'il n'a plus besoin. L'avocat, lui, peut représenter le chemin à suivre. Le ministre des finances qu'il fut en dépit des vœux de la future.

Ainsi traversé sans gêne ce «monstre sacré», habitué de ses ties, de ses frémissements, de ses méchancetés. Il excella plus dans la crânerie que dans l'indulgence qui, l'âge aidant, commençait à sourdre. Incapable à vrai dire d'être un homme de parti, ne trouvant dans ceux qu'il foudroyait ou rejoignait que des trompeurs, sa vraie nature aurait pu se consacrer, pour s'accrocher, de ce côté-ci ou de celui-là, à une cause, à une œuvre, à quelque chose qui proclamât tant de savoir et tant de professionnelle de son art. Mais il lui fallait courir après une respectabilité politique, comme pour se débarrasser de la tunique de Nessus que fut pour lui le temps de Vichy, le seul dont le rappel l'inimporta toujours.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

L'avocat de l'OAS

Né le 12 octobre 1907 à Paris, Jean-Louis Tixier-Vignancour obtient dès 1926 son diplôme d'avocat. Il se présente aux élections législatives de 1936 dans les Basses-Pyrénées (futurs Pyrénées-Atlantiques). Son élection est invalidée le mois suivant. Mais son succès est confirmé en septembre. Mobilisé en 1939, il prend part aux combats de Souverainne lors de la bataille de la Somme.

En juillet 1940, Jean-Louis Tixier-Vignancour fait partie des parlementaires qui, lors de leur réunion de Vichy, accordent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Après quelques démenties avec la région de Vichy, Tider-Vignancour gagne l'Afrique du Nord, s'inscrit au barreau de Tunis. Peu après le débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942 en Algérie et au Maroc, il est arrêté et interné sur ordre des autorités allemandes d'occupation en Tunisie. Après le défile militaire germano-italien dans ce pays, et la capitulation du Cap Bon, le 12 mai 1943, il est affecté au corps expéditionnaire français en Italie, mais y est aussitôt arrêté sur ordre des autorités d'Alger. Au lendemain de la Libération, le tribunal militaire de Paris rend finalement à son sujet une ordonnance de non-lieu, le 4 décembre 1945, mais le déclare indigne pour dix ans.

En attendant de pouvoir retrouver son siège à l'Assemblée nationale — ce qu'il fera le 2 janvier 1956 en étant réélu député des Basses-Pyrénées, — puis parallèlement à son mandat de député, M. Tixeront-Vignancourt reprend ses activités d'avocat au barreau de Paris.

Entre-temps, le guerre d'Algérie a éclaté. Dès 1955, M. Tixeront-Vignancourt rejoint le Rassemblement national mouvement d'extrême droite dont il assure la présidence. Le 13 mai 1956, il apporte son soutien aux éléments les plus activistes du soulèvement algérien et se prononce au référendum du 25 septembre tout en demeurant hostile à l'adversaire.

Il est battu par son concurrent radical au second tour des premières élections législatives de la République le 10 novembre 1956.

Les événements d'Algérie, des complots vrais et supposés, des « ultras » au putsch et à l'arrestation des principaux dirigeants de l'OAS, donnent à Jean-Louis Tixeront-Vignancour, en quelques années, l'occasion de nombreuses plaidoiries retentissantes. Il plaide aussi dans différents procès au civil et au pénal.

En avril 1964, sans renoncer à ses activités au Palais, Jean-Louis Tixier-Vignancour revient à l'action politique proprement dite en annonçant sa candidature à l'élection présidentielle. Le 6 décembre 1965, il obtient 1269095 suffrages en métropole (5,31 % des exprimés).

Quel souvenir gardera la postérité de ce brutier incorrigible jusqu'à la fin ? Récidiviste de l'apostrophe de droite, tant de fois décrit et auquel cette appellation convenait si bien parce qu'il était à ses yeux la plus flatteuse, sinon la plus acceptable ? Au seulement l'avocat politique si habile dans le sous-entendu, si venimeux dans l'insolence instinctive comme s'il avait pu être de tous les complots, de toutes les intrigues ? Au encore l'avocat tout court qui, lui, savait fort bien, sûr d'un classicisme de bon aloi, dès lors qu'il n'éprouvait plus le besoin de céder à ses démons ? Le trébucher de la voix de plain air, « la voix de Tolède », savait si bien manier des façons de dire héritières d'une éloquence naturelle que prisait le siècle précédent ? Au seulement le défenseur de Raoul Sallan qui, fort de ce soubès, se trouva mis au pinçage par lui-même, au point de pouvoir se porter candidat contre de Gaulle à l'élection présidentielle de 1967 ?

En vérité, tous ces Tixier-Vignancour n'ont jamais cessé de se côtoyer et à l'occasion de se fondre dans l'ordre ou dans le désordre, poussant chacun leurs bottes et leurs paradoxes pour composer le portrait d'un nationaliste qui ne cesse jamais de camper à droite et de trouver à ses raisons de vivre.

Le physique tenait cher lui une place qui n'était pas la dernière. Certes le temps, les efforts, la fatigue, avaient durci le masque du carrossier, affiné le corps de lutteur. Mais, sous le front carré, le regard ne cessa jamais de se plisser de plaisir dès que s'offrait l'occasion d'une nouvelle polémique. Il n'avait jamais enterré la hache de guerre, le chaluteur brutal qui animait dans ses années de jeunesse, au Quartier latin, les démonstrations des camelots du roi, dont il n'était pas. Et pas davantage le jeune député d'extrême droite élu à vingt-huit ans, en avril 1936, dans

Le sceau de Vichy

Nom, il n'a pas enterré la hache de guerre, celui qu'à Vichy, en juillet 1940, Maurice Martin du Gard a vu « occupé, avec la voix de *Bretel*, à manger du juf et qu'on trait, pour l'instant, encore, de traître, d'infâme et malheureux ». C'est celui que ce Jean-Louis Tixier-Vignancour semblait, dans ses dernières années, avoir laissé au vestiaire un antisémitisme devenu, depuis la fin de la guerre, trop odieux et, du même coup, plutôt vain pour brigner des suffrages. Il restait que ce passage à Vichy, accompagné d'une profession de foi sur « les initiatives spectaculaires qu'a su prendre la puissance française », avait été, pour lui, le début d'un «*scandale inférelle* », comme il n'assura qu'une éphémère charge de secrétaire général adjoint à l'information, à laquelle mettait fin, dit-on, quelques polémo-someries peu compatibles avec une devise qui entendait honorer la famille. Il était «*de droite* », il devenait «*fasciste* ». Pour avoir été, brièvement, l'aventure, solide par son internement à Val-de-Bains (Ariège), mais dépourvu de tout avenir (Vassal) avait-il été, pour un homme qui ne pouvait être lui-même qu'une seule occasion.

Déjà fait la part des amitiés et des inimitiés. Le maître sera Léon Bérard, Bérnaïas comme son disciple, comme lui avocat mais aussi latiniste, académicien, adversaire d'Edouard Harriot au temps du Cercle des gauches, en attendant l'ambassade de France au Vatican sous l'Occupation. Encore fait-il remarquer que l'*« anarchiste de droite »* chantait plus qu'à son tour, dans ses discours comme dans ses plaidoiries, les refrains des vertus bourgeoises. Et les bretteuses tricolores qu'il portera, notamment lors du procès Salan, symboliseront les conceptions antidémocratiques d'un « honneur de l'armée ».

Pourtant, cet antidémocrate, cet adversaire farouche du Front popu-

Assurément. Mais sur les estrades de la vie publique, politique ou judiciaire, les faits sont là. Si Jean-Louis Trizac-Vignancourt fut l'avocat d'André Barabès dans *"l'affaire des futes"*, en 1956, c'était moins pour la défense d'un homme qui l'intéressait assez pour que pour la mise en accusation de témoins qui s'appelaient Pierre Boudier, René Frangin, Maurice Rand, et le fils de Maurice Rand, qui, dans sa vision des choses, frappaient « dans le dos nos soldats d'Indochine ». Si enchaîne dans ce genre d'exercices avec *"l'affaire du bazooka"* dont aurait dû être victime, à Alger, un Raoul Salan pas encore converti à l'Algérie française des années de l'indépendance, c'est pour ceux qui auraient arrosé le bras de Kowacz, et un premier rang desquels il place Michel Destré.

Mais la cible privilégiée restera Charles de Gaulle, « chef d'une faction » qui bien évidemment est celle de Londres en 1940. Et lorsque Georges Pompidou dira, à la mort du général : « La France est veuve », il répondra : « Non, elle avait divorcé ».

En attendant, le voilà dans tous les procès de « *soldats perdus* », puis y dépile sa manière, mais avec suffisamment de rouerie et d'habileté pour éviter les excès qui lui vaudraient une suspension. N'a-t-il pas été élu en 1953 membre du conseil de l'Ordre des avocats à la Cour de Paris ? N'a-t-il pas obtenu la Légion d'honneur, l'étoile par ses pairs d'une reconnaissance de respectabilité qui le flatte. Les circonstances atténuantes qu'il a obtenues pour Raoul Salan devant la Haute Cour de justice, quelques semaines après que cette justice eût condamné à mort le général Edmond Pourché en attente d'exécution, prouvent la dimension d'un acquiescement triomphal.

D'autres, en dépit des efforts du vieux lion, finiront devant des poteaux d'exécution. Piérgs et Dovecar, assassins à Alger du commissaire Gavoury, Degueidra, le chef des commandos Delta, Bastien-Thiry, le conspirateur illuminé de l'attentat du Petit-Clamart. Il restera marqué de ces fins tragiques dont il fut le témoin. La trace de cette émotion vraie

SOCIÉTÉ

La grève des surveillants de prison

A Fleury-Mérogis

Les « briscards », vaille que vaille

Il est 13 heures devant les portes de Fleury, l'heure de la « relève ». Mais, ce vendredi, un dispositif inhabituel attend les surveillants qui se rendent à leur travail. Une haie d'honneur les accueille, formée par ceux qui, dès 7 heures, ont « rendu les clés », et refusé de reprendre leur poste. Chaque entrée dans la maison d'arrêt est saluée de coups de sifflets et de huées. « Merci pour les copains. » Et, selon l'humeur, on se promet de « mettre les traites en quarantaine », ou on les excuse, « c'est normal, c'est un stagiaire ».

Pas de piquet de grève aux portes de cet établissement pénitentiaire, l'un des plus importants de France avec près de quatre mille détenus. « On n'empêche personne d'entrer ni surveillants ni familles », affirme un jeune, venu en tenue Simplement, au lieu d'aller accomplir leur tâche quotidienne, la grande majorité des quelque trois cents surveillants de service l'après-midi restent là à attendre. Déterminés à « tenir » et conscients d'avoir franchi un « point de non-

retour » en entrant dans cette grève illégale. L'annonce, la veille, des révolutions a encore aggravé le malaise. « Regardez, en un an, qu'événements ont été ? Rien, rien, rien. Ou plutôt, des promesses. » Les surveillants s'estiment lésés par protocole d'accord conclu le 8 octobre 1988. L'augmentation de 500 francs ? « Pas du tout, c'est la prime de nuit qui a été augmentée et comment ! On est passé de 13 francs de l'heure à 30 francs... » Et puis, il y a tout le reste, tout ce qui, à leurs yeux, doit changer. Le personnel insuffisant, les congés qu'il faut obligatoirement prendre en avril-mai, le mépris affiché pour leur profession. Jusqu'au mot « grève ». « Gardien, c'est pour un zoo ou gardien de bétail. On surveille des détenus », qui les irrite.

« On veut des sous »

Les premiers « parloirs » ont déjà à 13 h 30 une demi-heure

de retard. Normal : ils ne sont que quatre fonctionnaires par bâtiment au lieu de la quinzaine habituelle pour assurer la surveillance. A l'extérieur, les familles s'impatiente. Excédées parce qu'elles sont tenues dans l'ignorance de ce qui se passe dans la prison. Une dizaine de femmes franchissent le cordon de CRS et s'avancent jusqu'à la porte. Elles tapent dans leurs mains et scandent : « On veut des parloirs. » Applaudissements des grévistes, qui enchaînent immédiatement : « On veut des sous ! » « On en a assez, hurle soudain une femme de prisonnier, on a des gosses à aller chercher à l'école, on fait des kilomètres pour une demi-heure de visite, alors rendez-nous les parloirs ! » Côté surveillants, on se défend. « Une grève qui ne dérange pas les usagers, ce n'est pas une grève », résume froidement l'un d'eux.

Vaille que vaille, la maison d'arrêt des hommes, le « grand quartier », a pourtant pu maintenir son rythme de vie quotidien. Grâce à la cinquantaine de surveillants qui ont pris leur ser-

vice — des gardiens réquisitionnés pour la plupart ainsi que des volontaires. Le directeur, M. Guy Solana, estime que « la sécurité est respectée ». La prison doit vivre au ralenti. « C'est plutôt reposant », assure un titulaire qui a choisi de travailler. Privés de toute activité aérobie, les détenus ont dû s'adapter au régime du service minimum : repas, promenades, parloir. « J'ai pu m'installer dans la chambre », assure le directeur qui a fait appel aux gendarmes mobiles uniquement pour remplacer les personnels des six miradors de son établissement.

Dehors, les surveillants attendent les informations. De temps à autre, un délégué syndical de l'UFAP grimpe sur un banc et égrène la liste des dernières prisonnières « tombées » : « Polisy : les clés sont posées ; Fresnes : le vote a eu lieu à 13 heures ; Lyon, Toulouse, Bayonne... » et puis, reste une consolation : dedans, ce sont « pour une fois » les grévistes — les « briscards » — qui font le travail.

JUDITH REUFF

JUSTICE

Un médecin d'Auxerre poursuivi pour outrages à agents

Trois heures d'audience pour un mouvement d'humeur

AUXERRE

de notre envoyée spéciale

Jamais la chambre correctionnelle de la bonne ville d'Auxerre n'avait vu autant de monde réuni dans ses murs. Et pour si peu : quelques propos « peu amènes », échangés entre un médecin, pressé et énervé — il venait d'être appelé pour une urgence, — et deux policiers, moins pressés mais sans doute tout aussi énervés — ils avaient la charge, ce soir-là, de bloquer la circulation dans une rue encombrée du centre-ville.

Après un procès long de trois heures on se demande encore ce qui a pu pousser le parquet à engager une action pour quelques « mots aigres-doux ». Car c'est sur l'initiative du procureur que le docteur Jacques Ribier comparait devant le tribunal, jeudi 28 septembre, pour outrages à agents dans l'exercice de leurs fonctions.

Des faits incontestables, des témoignages incertains : le dossier était bien maigre.

Samedi 27 mai, vers 20 heures, le docteur Ribier, pédiatre à Auxerre où il exerce depuis plus de trente ans, est appelé en urgence par une mère inquiète pour son bébé de huit mois. Le médecin prend la R-5 de son épouse et se rend à l'adresse indiquée. Il fait très chaud. En ville, de nombreuses rues sont barrées à cause d'un concert en plein-air qui a lieu ce soir-là. A un barrage, le médecin est arrêté par deux policiers. Les certitudes s'arrêtent à peu près là.

D'un côté, on raconte une « agression » inconsidérée des fonctionnaires de police, inutilement agressifs et incapables de comprendre l'importance et l'urgence du déplacement du pédiatre. Un comportement considéré même comme dangereux puisqu'il aurait fait perdre une vingtaine de minutes au médecin, mettant éventuellement en péril la santé (la vie ?) de l'enfant. De l'autre, on évoque

l'attitude « anormale » de ce conducteur arrogant, qui refuse de couper le moteur et d'exhiber les « pièces justificatives pour la conduite du véhicule » (le médecin, parti en manches de chemise, n'a pas, en effet, ses papiers sur lui). On se révolte contre les insultes — « cow-boys », sûrement ; « ivrognes », peut-être — proférées par l'homme au volant. Et personne n'a remarqué le caducée.

La notion de temps

Une seule certitude donc : l'incident a bien eu lieu devant ce barrage de la rue de Paris, où une vingtaine de voitures avaient pourtant déjà été autorisées à passer. Mais, seul point de convergence de tous les témoignages : il n'a vraisemblablement duré que quelques minutes. Un accrochage de vingt minutes n'aurait pas manqué, fit remarquer le président, de paralyser totalement le trafic auxerrois. Adoptant un profil bas sur ce point, l'avocat du docteur Ribier n'a d'ailleurs pas hésité à rappeler aux juges la subjectivité du « temps qui passe », appelant Marcel Proust à la rescousse. Reste le médecin, appelé en urgence, qui a trouvé le temps long.

Aujourd'hui, le parquet lui reproche d'avoir fait, devant la presse, le « procès de la police ». Mais c'est oublier que sans l'intervention du procureur, l'affaire Ribier n'aurait jamais existé.

Classer l'affaire, c'était, à n'en pas douter, le souhait des deux policiers, visiblement navrés d'un tel tiquage. Tant et si bien que le procès s'est clos sur cette étrange situation : les policiers, parties civiles, se félicitant de la plaidoirie, jugée apaisante, de l'avocat... du pédiatre et président de la fédération locale de la Ligne des droits de l'homme.

Jugement le 26 octobre.

J. R.

Les réactions

■ M. Gilbert Bonnemaison (PS) : « Il n'y a pas de pire exemple pour une société que de voir des fonctionnaires chargés d'une mission de sécurité se collecter avec d'autres fonctionnaires également chargés d'une mission de sécurité », a déclaré le député PS d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), auteur d'un rapport, en février 1989, préconisant une réforme d'ensemble de l'institution pénitentiaire.

■ M. Marc Blondel (FO) : « M. Rocard se trompe, le droit de grève est incontournable, même quand il est interdit », estime M. Marc Blondel, secrétaire général de la Force ouvrière. « J'aimerais qu'on calme le jeu, a cependant précisé M. Blondel, il n'est pas bon que des fonctionnaires frappent d'autres fonctionnaires. »

■ M. Jean-Michel Belorgey (PS) : « Est-il raisonnable, lorsque le ministre qui vous gère propose une négociation, de donner à sa revendication une forme aussi brutale (...) », demande M. Jean-Michel Belorgey, député socialiste de l'Allier, président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale.

■ M. Yves Roussel (CFDT) : Le syndicat CFDT de l'administration pénitentiaire, minoritaire, estime, selon son secrétaire général, M. Yves Roussel, que « si les autres organisations veulent rapidement discuter, les choses pourraient encore bouger ». A l'issue d'une rencontre de plus d'une heure, jeudi 28 septembre, avec le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, le responsable cédétiste précise qu'il en va de l'intérêt des personnels sanctionnés ».

FAITS DIVERS

Fustigade dans un bar de La Courneuve

Huit consommateurs blessés

Huit personnes ont été blessées par balles, vendredi 29 septembre dans un bar de La Courneuve (Seine-Saint-Denis). La Convention, par deux hommes dotés d'armes automatiques qui ont, peu après 19 h 30, ouvert le feu sur les consommateurs présents dans l'établissement. Ces deux hommes, deux motards qui avaient garé leur véhicule devant l'entrée du bar, au 38, rue de la Convention, ont pénétré dans l'établissement, le visage masqué par un casque intégral. Les deux agresseurs ont alors fait usage d'une arme automatique tirant trois rafales sur la quinzaine de clients présents. Huit d'entre eux devaient être blessés, dont trois grièvement, avant que les deux malfaiteurs ne réussissent à prendre la fuite.

Selon les premières constatations effectuées par la police, une trentaine d'impacts de balles ont pu être relevés dans le bar, un établissement réputé sans histoires. Les policiers de la brigade criminelle chargés de l'enquête n'excluaient aucune hypothèse, notamment une affaire de racket.

L'épreuve de force

Suite de la première page

Vendredi, toujours selon la chancellerie, les chiffres étaient retombés à cinquante-neuf dont douze « durs », plus déterminés que la veille. C'est-à-dire douze prisons où les surveillants refusaient massivement de travailler. Dans ces établissements, où il fallait assurer la sécurité des détenus et une vie le plus normale possible, on a fait fonctionner le système D. Si les écrous et les extractions se sont déroulés à peu près normalement sous la protection des forces de l'ordre — quoique de vifs incidents aient eu lieu à Fresnes où des barricades ont été dégagées au bulldozer et les surveillants dispersés au canon à eau, — à l'intérieur des prisons des policiers ont pris la place des surveillants. Les grévistes, les personnels de direction ont retrouvé leurs manches pour distribuer la nourriture et assurer, au mieux, promenades et parloirs.

« Frémissement » et affrontement

Ainsi, à la Santé à Paris, les sous-directeurs qui suivaient un stage de formation à l'Ecole nationale de l'administration pénitentiaire, ont revêtu des uniformes de gardiens pour assurer le service des grévistes. A Quimper, quatre policiers ont assuré le remplacement des dix-huit gardiens. A Rouen, alors que quarante grévistes s'étaient retranchés à l'intérieur de la prison, les forces de l'ordre ont, avec l'aide des non-grévistes, pénétré dans la prison par une porte oubliée du piquet de grève. A Rennes, le service de nuit a été assuré par des non-grévistes qui ont travaillé 24 heures d'affilée. A Metz-Queuleu, les gendarmes mobiles ont remplacé les gardiens.

Dans le même temps, durant toute la journée de vendredi, tout en appliquant les consignes de sévérité de M. Michel Rocard, M. Pierre Arpaillange s'est, à plusieurs reprises, exprimé à la télévision et à la radio pour appeler les surveillants à reprendre le travail, ce dont il fait un préalable à toute ouverture de négociations. « Je voudrais dire aux syndicalistes de ne pas maintenir un mot d'ordre qu'ils savent parfaitement illégal et dont, quel qu'un, un jour ou l'autre, paiera le prix. Que les surveillants retrouvent la voie du devoir et ne portent pas atteinte à nouveau devant eux quand ils le voudront », a-t-il ainsi déclaré.

Les syndicats, de leur côté, font de la levée des révolutions un préalable à toute reprise du dialogue. Pour M. Gilles Sicaud, secrétaire général de l'UFAP, « nous sommes satis, traités

dans la boue. Avec ces révolutions, le pouvoir actuel se comporte de façon totalitaire ». Mais sur le terrain, on observe des signes d'effritement. « Un frémissement », dit un directeur de prison. Ce qui explique que la liste de mille noms de surveillants dont les directeurs proposent la révocation soit suspendue. « Il y a quelques petits retours », dit un responsable pénitentiaire : ainsi trente-cinq agents avaient pris leur service à la Santé contre dix seulement la veille. A Marseille, les surveillants, par crainte des révolutions, préfèrent se faire porter malades plutôt que de déposer les clés. Ce « frémissement » n'est pas le fait de consignes syndicales, toujours aussi radicales, mais de prises de conscience individuelles », fruit sûrement de discussions vives à la maison entre les surveillants et leurs femmes.

AGATHE LOGEART

ÉDUCATION

Un afflux de jeunes nomades dans une école de la Seine-Saint-Denis

Les « sauvageons » de Villepinte

L'école Saint-Exupéry de Villepinte (Seine-Saint-Denis) a été occupée pendant plusieurs jours par des parents d'élèves qui réclamaient un poste d'instituteur suppléant pour faire face à l'arrivée de trente jeunes nomades dans l'établissement. Ils ont obtenu satisfaction vendredi 29 septembre, à la suite d'une entrevue avec l'inspection académique. Les jeunes nomades seront répartis dans deux classes de soutien pour l'apprentissage des disciplines principales et participeront avec les autres élèves aux activités sportives ou artistiques.

Le mot « voyage » peut-il rimer avec « apprentissage » ? A l'école Saint-Exupéry les parents et enseignants semblent en douter. Parce que trente « enfants du voyage » ont été inscrits à la rentrée dans un établissement auquel n'a été attribué qu'un poste d'instituteur suppléant, des parents avaient décidé d'occuper l'école, depuis le 25 septembre. Tout en se défendant de prêcher l'exclusion, ils affirment que ces élèves exigent plus d'attention que les autres et ils demandaient donc des moyens exceptionnels.

Sur une vaste dalle bétonnée située à 500 mètres de l'école,

trainte caravanes stationnent depuis la fin de l'été. Les occupants — gitanes, roms ou manouches — sont officiellement hébergés sur cette aire qui remplace les campements illégaux dont ils avaient l'habitude. Le maire de Villepinte, rejoint par quatre autres élus des communes avoisinantes, a décidé cette année d'offrir aux « gens du voyage » un lieu de vie plus décent que les décharges et les parkings dont ils doivent bien souvent se contenter. Cette relative stabilité permet aux nomades de s'inscrire dans le paysage communal et, bien sûr, d'envoyer leurs enfants à l'école.

Toute de noir vêtu, devant sa maison roulante, Mandarine se réjouit de cette situation. « Je voudrais, dit-elle, que mes deux enfants soient bien pris en main. Dans les autres écoles on les mettrait toujours au fond de la classe à faire des dessins. » De retour du marché où elle travaille chaque matin, cette mère de famille parle fièrement des « progrès » de sa fille de onze ans, qui lui montre ses devoirs après la classe. « Je voudrais surtout qu'elle apprenne à lire. Nous, nous ne savons pas et nous voyons bien comme c'est gênant. » Avec quelques autres mères, Mandarine a rejoint les parents qui occupent l'école Saint-Exupéry.

Ceux-ci, de leur côté, ne cachent pas toujours leur peur irraisonnée des nomades. « Mon

file, explique une mère, me dit que ces petits sont méchants, qu'ils se battent en récréation ». Plus posé, un père de famille affirme avec vigueur : « Il faut aider ces élèves, mais on doit pouvoir leur apprendre à lire et à écrire sans léser les autres. » Mobilisé par une fracture de la jambe, ce menuisier-charpentier a profité de son congé de maladie pour soutenir le mouvement de protestation. « Sinon j'aurais pris des jours de vacances, explique-t-il. Il ne faut pas que le niveau de l'école baisse. »

Manque de préparation

La mine accablée, les enseignants acquiescent. « Ces petits n'ont jamais été scolarisés régulièrement », déclare l'un d'eux. Ils ne savent pas lire ni écrire et n'ont aucun sens de la discipline. « Ceux que l'on appelle incidemment les « sauvageons » sont accusés de ne pas arriver à l'heure, de s'exprimer intempestivement et même de changer de classe lorsque l'instituteur ne leur plaît pas. A Saint-Exupéry, on a fermé à clé les portes du hall pour que les « nouveaux » n'y pénétrant pas durant les heures de récréation.

Cette exaspération n'est cependant pas signe de rejet, au dire des responsables. « Nous souhaitons seulement obtenir un poste supplémentaire pour aider l'instituteur qui donne actuelle-

ment des cours de soutien à ces enfants, soulignent-ils. Il est impossible de ramener à niveau trente élèves en un seul groupe. » De plus, observent les enseignants, le roulement qu'impliquent les arrivées et les départs en cours d'année risque d'être une source de travail supplémentaire.

« L'irritation générale a découlé d'un manque d'information », remarque l'un des parents. « Nous n'avons pas été avertis et l'accueil de ces enfants n'a pas été réellement préparé. » Personne ne conteste pourtant la nécessité de scolariser ces élèves. « Ce sont des enfants comme les autres, qui ont le droit de fréquenter l'école la plus proche de chez eux », affirme M. Alain Guerrero, coordonnateur des aires de campement du département.

L'inspection académique, pour sa part, a longtemps fait la sourde oreille en refusant d'envisager la création de classes-ghettos réservés aux enfants du voyage. « Nous sommes d'accord pour tenir compte de cette population qui demande un traitement particulier, souligne l'inspecteur d'académie, mais il n'y a pas là seulement un problème de moyens : les réclamations sont une façon, pour l'école, de ne pas se demander comment accueillir la différence. »

RAPHAËLE HÉROLLE

CULTURE

MUSIQUES

La rencontre Portal-Cinelu

Duo dans la nouvelle salle de Torcy : Michel Portal et Mino Cinelu. Des retrouvailles exceptionnelles

Seuls en scène. Côte à côte, face à face : Portal et Cinelu. De toute façon, ils savent tout faire. Mais la question n'est pas là. On ne vient pas vers l'improvisation pour voir des musiciens qui peuvent tout faire. En un sens, on ne voit plus que ça. On vient les voir s'approcher si près de l'impossible qu'ils frisent le non-savoir, invention pure de la musique, son enfonce scélère... Ça n'arrive presque plus. Cela vient d'arriver à Torcy (Seine-et-Marne).

Côte à côte, face à face, et pour finir plus exactement deux, mais liés : Michel Portal, dans un murmure, un voile de musique, un jeu d'ombres (au bondon) ; et Mino Cinelu, tirant d'une cruche du Ghana des caresses, des bruits de doigts, des frémissements, descendant dans l'air des sons absents parfaitement visibles, les deux ensemble, tombent ensemble dans la précision hallucinée qu'autorise la chance. La chance et le métier, évidemment : un métier oublié dans l'instinct.

Au rappel, une brève allusion aux musiques d'argentine, petit signe amical, à Nimen II, et une volée de notes pour Albert Ayler (*Angels*). Qui l'ose aujourd'hui vraiment ? La musique des anges...

Rien ne sort à ce point de déclin leur arsenal. La scène est un grenier, un théâtre où l'on va jouer. Pour mémoire, tout de même, puisque la mémoire est le reste ébloui de l'improvisation : Portal éprouve la famille des anges, du ténor au soprano en passant par la clarinette basse (avec effets d'amplification).

tion). Sa tension est toute intérieure, méchante, comme une violence coulée dans l'attente du rythme. Mino Cinelu, lui, s'affaire dans un parc de percussions (congas, triangles, woodblock, cymbales chinoises, cloches à vache, timbales, « chimes » métalliques) que double un trafic électronique (de vocodeurs, d'échantillonneurs et autres). On oublie tout ça. On arrive à oublier tout ça au profit du geste, de la circulation, du son, de la musique.

Des énigmes éclatantes

Sur la scène incertaine de l'improvisation, on vient voir ce qui justement ne se voit pas : ce fil invisible qui passe entre deux musiciens. Ce qui se passe entre eux. Cette étrange palatine d'inconscient à l'inconscient qui les fait se présumer, se deviner, se familiariser, se casser. Ce moment où chacun d'eux, parce qu'ils sont deux précisément, joue ce qu'il ne sait pas vraiment jouer. Ce moment où l'autre va où il ne savait pas pouvoir aller : ce débordement de l'être, ce mystère.

Quand le rapport est tendu à ce point de bonheur, d'équilibre précaire, alors la pensée s'emballe. Cet achèvement du jeu n'advient pas tous les jours. En un sens, dans le jazz (appelons ça ainsi par commodité), dans le jazz des temps-ci, il n'arrive plus très souvent. Plus personne qui ait sa carrière à offrir, à jouer, à donner en pâture à l'improvisation ma.

Il n'avaient pas répété. D'instinct. La belle affaire ! On ne répète pas ce qui ne fait qu'advenir. Et Mino Cinelu et Portal jouent ensemble, de temps en temps depuis dix ans, depuis mille ans peut-être.

Tous deux sont des énigmes éclatantes. Portal plus que jamais à l'instinct où va paraître son enregistrement (enfin), superbe, du concerto de Mozart avec le Wiener Kammerorchester, dirigé par Philippe Entremont. Mino Cinelu, au bout de dix ans à New York - il a à peine passé trente ans - en compagnie des plus grands : Miles Davis, Weather Report, Herbie Hancock, Sting, Peter Gabriel, Dizzy Gillespie, Gato Barbieri, David Sanborn, la liste est incomplète. Amilius de Saint-Cloud, il prépare son cahier d'un retour au pays natal sous forme de disque. Nous l'attendons avec la ferveur qui salue celui de Portal. Avec la conviction que cet exercice périlleux, cette rencontre impossible de Torcy, impossible à enregistrer d'abord, est l'accident le plus heureux qui pouvait leur arriver. Et leur arriver ensemble.

FRANCIS MARMANDE

► Portal et Mino Cinelu, au Centre Châtelet Les Halles, le 30 à 19 heures, avec Andy Enlert et François Moutin.

► Festival de Marne-la-Vallée : Aladar Págy, Art Farmer, Eric Barret, Louis Scialoja, le 30 à 20 h 30. Tél. : 80-05-84-87 et 80-06-20-00.

Messe à la monarchie moribonde à Versailles

(Suite de la première page.)

Mais le palais semble définitivement rendu à sa musique, aux délicatesses de chambre et aux grands motifs, alors même qu'on y sacrifie, la comme partout, au Bicentenaire cette année. De quelle œuvre se divertirait la cour de Louis XVI en l'an de grâce 1789 ? Ce sera le thème, cet octobre, des concerts du samedi après-midi (1). Une actualité plus brillante sera évoquée au château, dans le parc, dans la ville en fête, dimanche 1^{er} octobre (2). Le 7^e Desse de Gossec marque l'ouverture des festivités de la journée. Messe à la monarchie moribonde, il résonne déjà le 5 mai 1789, et marquerait alors l'ouverture des États généraux.

« Ironie de l'histoire, cette messe avait été jouée pour le sacre de Louis XVI, dit Philippe Beaussant. La Musique du Roi l'avait à son répertoire... Tout le monde ignorait, quand elle fut jouée en mai, qu'elle sonnait cette fois les ardeurs de la Révolution. Ce même jour fut exécutée la symphonie la Reine de Haydn, au lever de Marie-Antoinette. Gluck et Noverre avaient été ses professeurs, le premier ne fit carrière en France que parce qu'elle s'occupa personnellement de sa publicité. Un compliment qu'on ne peut faire à Marie-Antoinette, c'est qu'elle a

beaucoup fait pour la musique... »

— L'idée libératrice de la Révolution ne s'est concrétisée en musique que plus tard, avec Berlioz.

— Et Beethoven ! L'*Érôtique*, la *Neuvième Symphonie*, *Fidèle*, la *Missa solennelle* sont les vrais enfants de la Révolution française, des enfants beaucoup plus beaux que ces Hymnes à la liberté ou à l'Être suprême qu'on composait en France sous la poussée des événements. Gossec le faisait sincèrement, Grétry parce qu'on le lui demandait, mais on ne révolutionnait pas un style en trois jours : cela explique peut-être que les arts soient toujours en retard sur l'histoire.

— Pendant les grandes mutations politiques, on pense à autre chose qu'à la musique : il semble que les recherches stylistiques ne soient arrêtées au plus fort des événements, alors qu'elles avaient fait une première apparition entre 1780 et 1790. Dans le *Témistocle* de Philidor, le *Seigneur bienfaisant* de Floquet, dans tous ces opéras qui célébrèrent le mort des tyrans, qui font chanter des paysans, qui prennent pour héros des personnages historiques et non plus mythologiques, règne déjà l'esprit révolutionnaire.

— Vous semblez très attaché à l'idée de reconstitution.

— Il ne faut évidemment pas ne jouer que ce jeu-là, au détri-

ment de l'invention : pas question de reconstituer les *Plaisirs de l'île enchantée*. Mais nous sommes à Versailles ! Le poids des lieux y est écrasant, empêche toute incongruité. Le théâtre de Gabriel est le plus beau du monde : tout spectacle moyen y apparaît effroyablement mauvais. De la même façon, quand il s'agit de le restaurer et, surtout, de l'équiper techniquement (le projet devrait être prochainement approuvé), il faut respecter son histoire et sa vocation, surtout ne pas en faire un théâtre polyvalent.

— Pendant deux siècles, tout ce qui s'est fait de beau a été créé à Versailles : la décision prise par le Centre de privilégier dans ses programmes et ses travaux la musique française des dix-septième et dix-huitième siècles est un choix délibéré, un drapeau que nous brandissons bien haut. Car si la musique baroque était chez nous, il y a quinze ans, à la renaissance des Amériques, des Autrichiens, des Hollandais et des Belges, la tendance s'est désormais renversée. A Versailles (*lire encadré ci-dessous*), nous avons désormais les moyens de réaliser à peu près ce que nous voulons : une grande saison d'opéras exceptionnels, dans les conditions musicales les plus sévères, avec un maximum de musiciens fran-

Le centre de musique baroque

Les musiciens et chercheurs du Centre de musique baroque sont désormais solidement implantés dans ce lieu en tous points exceptionnel, puisqu'il reçoit, par exemple, quatre milliers de visiteurs chaque année. Cela explique que l'enclos royal n'accueille les concerts qu'après 17 h 30, heure de clôture des visites, et qu'à l'inverse leur fréquentation ne soit pas vraiment un sujet de préoccupation : l'auditoire se compose toujours pour un bon tiers de visiteurs.

Comment est financée cette équipe de dix-sept personnes, dirigée par Philippe Beaussant (fondateur dès 1977 de l'Institut de musique et de danse anciennes dont le Centre versillais est le prolongement) et, côté administration, par un délégué du ministère, Vincent Berthier de Lioncourt ? Son mode de fonctionnement est intéressant puisqu'il s'appuie davantage sur les recettes propres (6 millions annuels) et le mécénat (4,5 millions versés par « un partenaire éclairé », la Compagnie générale d'électricité) que sur les deniers publics : 4,5 millions du ministère, 2 millions des collectivités locales.

FESTIVAL

Théâtre en Limousin

Le sixième Festival des francophonies s'est ouvert à Limoges le 2 septembre. Il se conclura par des États généraux de la francophonie, qui accueilleront une centaine d'écrivains d'expression française autour de M. Ala Decaux

Avec ces Francophonies, créées par Pierre Debauche, Limoges travaille à se doter d'un événement culturel de première grandeur, comme le souhaite toute ville moyenne un peu ambitieuse. Bourges avec son Printemps, Angoulême ou Grenoble avec la BD. Les Francophonies de La Rochelle (festival aujourd'hui animé par Monique Billa) sont toutefois plus l'affaire de la région, et surtout du département de la Haute-Vienne, que de Limoges.

En dehors des moments forts, constitués par l'arrivée d'une vingtaine de troupes étrangères qui

investissent une dizaine de petites villes, le Limousin compte six compagnies professionnelles permanentes, et la Fédération régionale de théâtre rassemble une quinzaine de troupes aux activités plus ou moins régulières. Les crédits du ministère de la culture pour le théâtre en Limousin s'élèvent, par des canaux divers, à quelque 6 millions de francs. Le conseil régional lui a consacré pour sa part, en 1989, un budget de 2,92 millions de francs.

Première en importance, la Compagnie théâtrale nationale de Limousin, « la Limousine ».

« Jeunes plasticiens africains »

A Limoges toujours, trois peintres africains - Sokey Edoh (Togo), Théodore Kou-dougnon (Côte d'Ivoire) et Mohamedou Mbeye « Zulu » (Sénégal) - exposent jusqu'au 30 octobre à l'Espace Noriac (10, rue Jules-Noriac). Cette opération est la première manifestation de l'Africart, petite sœur de Eurocratée, « l'agence française des initiatives de la jeunesse en Europe » (le Monde daté 5-6 février). Son but est d'aider à la réalisation de projets faisant intervenir ensemble des créateurs originaires de diffé-

rents pays d'Afrique. Ainsi les peintres réunis pour l'opération « Jeunes plasticiens africains » ne s'étaient jamais rencontrés. A Limoges, chacun d'eux peindra un élément d'une pyramide haute de 5 mètres qui sera exposée ensuite à Lomé, Dakar et Abidjan. Africart a également participé à la production du spectacle de Sony Labou Tansi, *Qui a mangé Madame d'Avoine Bergothes* ?

► Africart, 3, rue Debelleyme, 75003 Paris. Tél. : 48-04-78-79.

de Pierre Debauche. Le coût de travaux se monte 20 millions de francs. Mais le financement de ce nouvel espace doit être supporté par un budget dont l'insuffisance n'est pas à l'ordre du jour : 10 millions de francs (60 % de l'Etat, 15 des collectivités locales, 25 % des recettes propres). Le spectaculo-motiviste la saison 1989-19, *Gallée*, Bertolt Brecht, se sont présentés dans la banlieue poitevine et de la région marseillaise.

La deuxième consigne professionnelle, Fievet-His, a récemment montré son côté travailleur printemps dernier Paris : treize représentations de *Maîtres maîtres*, de Molière et Lully. L'Athénée en coproduction avec l'Orchestre baroque de Limoges, Claudine Fievet et Jean-Luc Pas sont arrivés à Limoges avec Pierre Debauche. Ils y sont restés en dépit de l'absence d'un eu de trois francs. Ils tournent avec un budget 1,2 million de francs dont un tiers est alimenté par le ministère de la culture.

Les deux autres compagnies professionnelles, alliant leur titre : Expression 1^{re} et 2^e dans un loft aménagé et dirigé par Max et Astrée Eykles. Une de ces vingt places avec ateliers, décors et bureaux cinq personnes, un budget de 470 000. Spectacles récents *Oh ! les beaux jours de Beckett*, *la Mouette* Tchekhov, *la Reine morte*, Molière.

Le Théâtre de Passerelle dirigé par Michel Bruzard, ancien élève de Pierre Valdi, fonctionne dans une salle de 1 places, avec de ateliers, une équipe de quatre personnes et un budget de 800 000 F. Une dizaine de créations, son activité Tchekhov à Beckett ; en char actuellement : *le Misanthrope* Molière.

Ces trois troupes travaillent aussi beaucoup à mille soci (animations et projets d'actions éducatives) : le soutien financier l'éducation nationale pour de telles opérations n'est pas négligeable.

GEORGES CHAT

Tréteaux francophones

Au cours de cette sixième édition des Francophonies, on retrouve des « fidèles » : Michel Ganneau, du Québec, avec les *Guerriers* ; Prosper Komporé, du Burkina-Faso, avec les *Voix du silence* ; Sony Labou Tansi, du Congo, avec *Qui a mangé M^{me} d'Avoine Bergothes* ? Mais on pourra également découvrir des spectacles de Mauritanie, du Zaïre, des îles - Martinique et Réunion, - et de... l'Ontario. La musique sera présente, avec Pierre Akendengué (Gabon), le groupe Gnawa de (Maroc) et les frères Michot (Louisiane).

Trois écrivains, en résidence depuis trois mois dans la région - Moussa Diagne (Mauritanie), Dominique Ngola-Ngalla (Congo) et Laurent Owondo (Gabon), - animeront des rencontres et des

lectures. Les 9 et 10 octobre auteurs, metteurs en scène et comédiens participeront au séminaire « Coopérer par et pour le théâtre ». Enfin les 13 et 14 octobre, le Festival accueillera les États généraux de la création théâtrale francophone, en présence du ministre délégué à la francophonie, Alain Decaux. Parallèlement, le Centre limousin de diffusion de films francophones organise, les 6, 7 et 8 octobre, Francofilms, avec Zai Boko, de Gaston Kabore (Burkina), Bouka, de Roger Gnoan Mbala (Côte d'Ivoire), Nit Nitox, de Joseph Gai Ramaka (Sénégal), et Nymmanon, de Cheick Oumar Sissoko (Mali).

► Festival international des francophonies, jusqu'au 15 octobre, 4, rue des Arènes, 87000 Limoges. Tél. : 86-32-32-88.

KATIA VOLODIA

Merci à Katia et Volodia de redire que la danse est d'abord une affaire d'âme.

A ne pas manquer ! Le Nouvel Obs

Des images uniques et la découverte d'un univers passionnant. L'Express

Au-delà de la perfection. La Vie

Cinéma VENDÔME-OPÉRA - 47.42.97.52

MERCREDI 4 OCTOBRE
14 JUILLET - ODÉON

HISTOIRES D'AMÉRIQUE

food, family and philosophy

Un film de Chantal Akerman

ACTUELLEMENT

Rouge Venise

Etienne PERIER a lancé le jeune et bouillant Vincent SPAU sur les traces de Goldoni. Dans le chalet de la Venise XVIII^e siècle...

Plein de verve et de fantaisie... La vivacité des comédiens est étoilée...

Une fantaisie légère, chatoyante, colorée, divertissante comme la farandole d'un carnaval...

La caméra d'Etienne PERIER fait feu des quatre fers, se déchaîne et s'emballe. On entre dans la danse, on s'amuse...

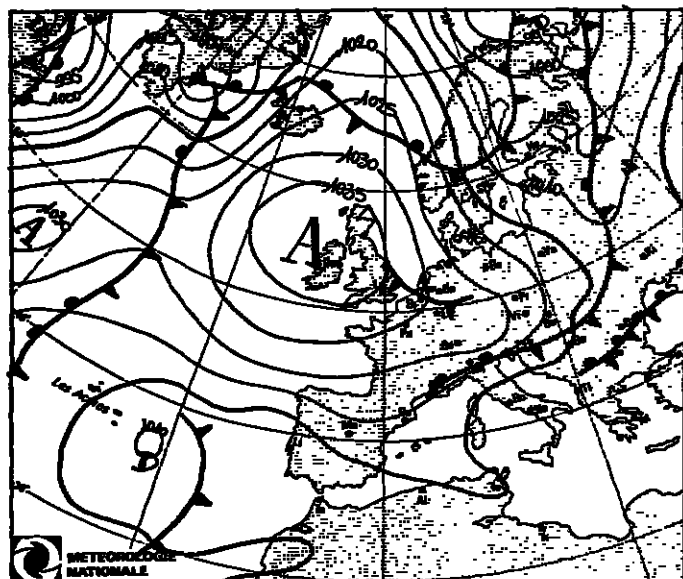
L'enquête policière... apporte un suspense et relance sans cesse l'intérêt...

www.rouge-venise.com

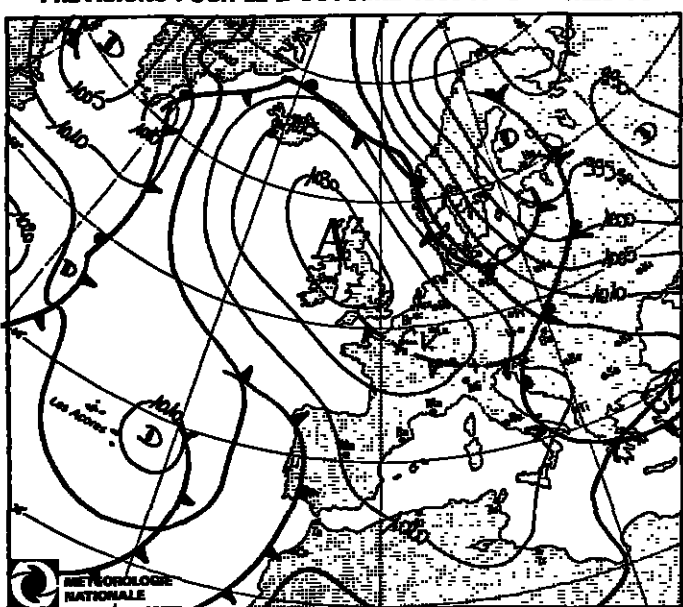
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30 SEPTEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 2 OCTOBRE 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 30 septembre à 0 heure et le dimanche 1^{er} octobre à 24 heures.

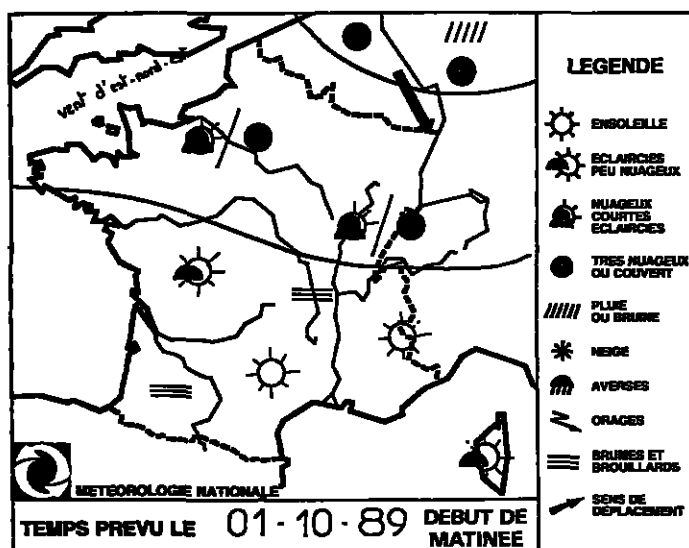
La cellule de haute pression, restera centrée sur l'Espagne. Elle découvrira les perturbations hors de nos frontières ou les atténuera considérablement. Mais, par sa position, l'anticyclone dirige sur nous un flux de nord-est.

Dimanche : temps ensoleillé. Sur les régions s'étendant des côtes de la Manche à la Franche-Comté et à l'Alsace en passant par la Centre et la Champagne, les nuages les seront nombreux au lever du jour. Mais, petit à petit, au fil de la matinée, le soleil réussira à percer. Ainsi, dans l'après-midi, nous

pourrons profiter du soleil. Cependant, les nuages se montreront plus tenaces sur les Ardennes, la Lorraine, l'Alsace et la Franche-Comté. Sur toutes les autres régions plus au sud, dès le petit matin, c'est le soleil qui prédominera. On observera toutefois des nuages sur le massif des Pyrénées.

Le vent de nord-est sera assez fort sur les côtes de la Manche et les côtes atlantiques.

Quant aux températures nocturnes, elles descendront généralement entre 5 et 8 degrés dans l'intérieur et il fera une dizaine ou une douzaine de degrés près des côtes. L'après-midi, les températures seront en hausse. Nous aurons entre 17 et 25 degrés du nord au sud du pays.



TEMPS PRÉVU LE 01-10-89 DÉBUT DE MATINÉE

Le Monde

NUMÉRO HORS-SÉRIE

40 ANS DE CHINE POPULAIRE

48 PAGES - 28 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

TÉLÉVISION

Samedi 30 septembre

TF 1

20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou !
22.25 Magazine : Ushuaïa.
23.25 Magazine : Formule sport.
0.20 Journal.
0.40 Série : Mémoires.
1.05 Série : Mannix.

A 2

20.35 Variétés : Champs-Élysées.
22.25 Série : Nick, chasseur de têtes.
23.20 Journal.
23.35 Magazine : Lunettes noires pour nuit blanche.
1.05 Soixante secondes.

FR 3

20.35 Sandymanite.
21.20 Journal.
22.20 Magazine : Le divan.
22.40 Magazine : Musicales.
23.35 Magazine : Sports 3.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Une table pour six.
22.00 Les superstars du catch.
23.00 Cinéma : Weep-end de terreur. □
0.25 Cinéma : Un enfant de Calabre. ■ ■ ■
2.10 Cinéma : Pot-Bouille. ■ ■ ■
4.05 Cinéma : Les prédateurs de la nuit. □

5.55 Documentaire : Rémémorance.

LA 5

20.35 C'est l'histoire d'un mec...
20.40 Téléfilm : Le retour de Goliath.
22.25 Série : Le voyageur.
22.55 Magazine : Samedi foot.
23.00 Téléfilm : Pulsion mortelle.
0.00 Journal de minuit.
0.05 Pulsion mortelle (suite).
0.40 Une balle dans le corps (rediff.).
2.10 Les dames de la côte.
3.40 Le journal de la nuit.
3.45 Voisin, voisine (rediff.).
4.45 Feuilleton : Le clan Beaufort.
5.30 Voisin, voisine (rediff.).

M 6

20.30 Téléfilm : Délirium.
22.05 Téléfilm : Séduction fatale.
23.20 Six minutes d'informations.
23.25 Téléfilm : Louis XI.
1.05 Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT

20.30 Danse : Giselle.
22.00 Musique : Alpha Blondy.
23.30 Documentaire : Histoire parallèle.
23.15 Jazz soundies collection.
23.25 Le tour du monde du travail à domicile.

Dimanche 1^{er} octobre

TF 1

12.55 Météo et Journal.
13.20 Série : Un fil dans la Mafia.
14.15 Spécial sports.
15.40 Tiroir à Saint-Cloud.
15.50 Spécial sports (suite).
16.30 Dessins animés : Disney parade.
17.40 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?
18.05 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7 sur 7.
Invitée : Hélène Carrère d'Encausse.
20.00 Journal.
20.40 Cinéma : Le jumeau. ■
22.40 Magazine : Ciné dimanche.
22.45 Cinéma : Le témoin. ■
0.20 Journal.
0.40 Documentaire : La route de la soie.

A 2

13.00 Journal et Météo.
13.20 Dimanche Martin (suite).
14.55 Série : Més Gyver.
15.50 L'école des fans.
16.35 Série : Qui c'est ce garçon ?
17.35 Documentaire : Commandant Cousteau, mission en Antarctique.
18.30 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.35 Téléfilm : Les sirènes de minuit.
22.10 Magazine : Musique au cœur.
23.15 Journal.
23.40 Magazine : Apos.
23.55 Soixante secondes.
Henri Alekan.
0.00 Sport : Gymnastique rythmique et sportive.
0.45 Documentaire : Commandant Cousteau, mission en Antarctique.

FR 3

13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
13.30 Forum RMC-FR 3.
14.30 Expression directe.
14.50 Sport : Tennis.
17.03 Magazine : Pare-chocs.
17.30 Amuse 3.
18.00 Documentaire : Chine.
22.20 Journal.
22.45 Cinéma : The road to glory. ■ ■ ■ (v.o.).
0.20 Musique, musique.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 14.00.
13.05 Magazine : Mon zénith à moi.
14.00 Téléfilm : La vengeance au-delà du temps.
15.30 Magazine : Exploits.
15.50 Série : Bergerac.
16.40 Documentaire : La rivière volée.
17.30 Série : Mister Gun.
18.00 Cinéma : Les Goonies. ■
En clair jusqu'à 20.35.
19.55 Dessins animés : Ça cartoon.
20.30 Magazine : Tranches de l'art.

20.35 Cinéma : Quelques jours avec moi. ■ ■ ■
22.45 Magazine : Journal de l'art.
23.40 Cinéma : Les tricheurs. ■
1.35 Cinéma : Les prédateurs de la nuit. □

LA 5

13.00 Journal.
13.30 Téléfilm : Chasse à l'homme.
15.15 Feuilleton : Les héritiers (1^{re} épisode).
16.00 Magazine : Télé-marchés dimanche.
17.00 Série : L'enquêteur.
18.50 Journal images.
19.00 Série : Supercopier.
20.00 Journal.
20.40 Cinéma : Sale temps pour un fils. ■
22.30 Magazine : Ciné Cinq.
22.40 Cinéma : Coup de cœur. ■ ■ ■
0.00 Coup de cœur (suite).
0.05 Coup de cœur (suite).
0.35 Feuilleton : Les dames de la côte.

M 6

13.50 Série : Les têtes brûlées.
14.40 Série : Clair de lune.
15.25 Série : Espion modèle.
16.10 Série : Brigade de nuit.
17.00 Divertissement : Trop tard pour la sieste.
17.30 Série : Les années coup de cœur.
18.00 Informations : M 6 express.
18.05 Variétés : Top of the pops.
18.30 Trop tard pour la sieste.
19.00 Magazine : Culture club.
19.30 Série : Roseanne.
19.50 Trop tard pour la sieste (fin).
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Cinéma : Les intouchables. ■
22.10 Six minutes d'informations.
22.15 Capital.
22.20 On se dépêche d'en rire.
22.30 Cinéma : Le grand frère. ■ ■ ■
0.20 Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT

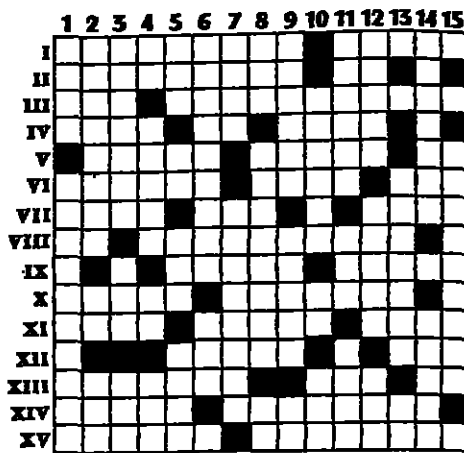
20.30 Cinéma : Les fraises sauvages. ■ ■ ■ Film suédois d'Ingmar Bergman (1986).
22.00 Courts métrages : Le visage de Karin, d'Ingmar Bergman ; Voyage vers le paradis, de Marin Mac Delland.
22.30 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films (4).
23.00 Documentaire : Robert de fer.
23.30 Téléfilm : Sorrow acre.
0.30 Téléfilm : La vengeance d'une orpheline russe.
1.00 Magazine : Mégamix.

MOTS-CROISÉS

PROBLÈME N° 5089

HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui peut nous donner des avertissements. Dense dans l'après-midi. — II. Long ruban. N'a pas un grand lit. — III. Poisson. Comme des odeurs de fromage. — IV. Sans taches. Utile pour faire des projets. Une moitié royale. — V. Fis un mélange. Des hommes forts. Saint. — VI. Fut l'ordonnateur des fêtes de la Cour. Peut être cloué sur un fauteuil. Quantités insuffisantes. — VII. Refus d'assurer la postérité de son frère. D'un auxiliaire. Un plateau dans une région volcanique. — VIII.



Notes. Comme des branches inutilisées. — IX. Nombre qui peut évoquer un ménage. Des mouvements de foule. — X. Est dans le code quand il est bon. Qu'on ne peut donc pas suivre. — XI. Un personnage de Shakespeare. Vif sur un grand pied. Pays. — XII. Est très fort à la bicyclette. La moitié de la soirée. — XIII. Apparaît dans une importante séquence. Singe. Traditions. — XIV. Fabrique en série. Où il y a une étiquette. — XV. Ennuient. Mise en état.

Comme une rose qui n'est que de la guimauve. Valeur du silence. — 9. Jeune, c'est une bleu. Les Anglais y courent. Dimension. — 10. Arme ancienne. Pronom. Pas aimable. — 11. Sincères. Touffu. Son bec est utile pour faire l'ouverture. — 12. Entre le Poitou et la Saintonge. Une importante voie navigable. Coule à l'étranger. — 13. Des hommes de poids. Préparation. — 14. Attaqués par une anguille. Chante comme un Tyrolien. — 15. Est massif, en Algérie.

VERTICALEMENT

1. N'est pas complet quand il est blanc. Un homme qui aime bien se mettre à l'ouvrage. — 2. Sans aucune douceur. Abréviation. Pulsion. — 3. Fera un travail d'arbitre. Rebondissement comique. Fleur. — 4. Honoré en Chine. Anglais vraiment vulgaire. Invitation à faire le grand saut. Est parfois sous le bonnet. — 5. Oiseau. Mammifère arboricole. Ne conserve pas. Peut marquer le coup. — 6. Un homme qui a de lourdes charges. Pas du tout encaissé. — 7. S'enroule pour se protéger. Les salamandres, par exemple. — 8. D'un auxiliaire.

Solution du problème n° 5088

Horizontalement

1. Fontenay. — II. Aboulique. — III. Mini. Ducs. — IV. Al. Sic. — V. Léger. Lac. — VI. Ide. Uni. — VII. Ernie. Nili. — VIII. Réa. Oelo. — IX. Ediles. Et. — X. Sororat. — XI. Nets. Une.

Verticalement

1. Familères. — 2. Obi. Edredon. — 3. Nonagénaire. — 4. Tulle. Lot. — 5. El. Rue. Era. — 6. Nide. Oes. — 7. Aquilina. Tu. — 8. Yucca. Ile. — 9. Es. Calotte.

GUY BROUTY

JOURNAL OFFICIEL

Est publiée au Journal officiel du vendredi 29 septembre :

UNE CIRCULAIRE

● Du 25 août 1989 relative à la mise en œuvre du transfert de compétences en matière d'enseignement : répartition entre les communes des charges de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants de plusieurs communes, en application de l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, entrée en vigueur du régime définitif.

□ Un dossier sur la femme chrétienne d'Égypte. — Méconnus sont les coptes, ces 6 millions de chrétiens égyptiens, survivants de l'islamisation du pays. Plus mal connus encore sont les femmes coptes. Le cahier spécial que publie la revue *Le Monde copte*, seule publication francophone de vulgarisation copologique (parrainée par Léopold Sédar Senghor), comble au moins en partie cette lacune. Une quinzaine de spécialistes égyptiens ou européens font ressortir les divers aspects de la condition féminine dans l'histoire et la société coptes. De prochains cahiers seront consacrés au Caire copte et à l'iconographie copte.

★ *Le Monde copte*, 5, rue Champollion, 67000 Limoges. Tél. 55-50-21-57. (Directeur du comité de rédaction : Achraf Sadok.) N° 16, 50 F, diffusé notamment par la librairie Sammelian, 51, rue Monsieur-le-Prince, 75005 Paris.

DEMAIN DANS

Le Monde

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

ANDORRE LA FIN DU PARADIS ?

Avec la remise en question par la Communauté européenne de son statut financier, politique et social, le Principauté d'Andorre arrive à un tournant de son histoire.

SPORTS

LES RÉSULTATS DU WEEK-END

Le Grand Prix d'Espagne de formule 1. Jeanne Longo à la poursuite du record de l'heure. Football : le hooliganisme à l'italienne.

SUR MINITEL

Prévisions complètes. Météo marine.

Temps observé Paris, province, étranger.

26.15 Tapez LEMONDE puis METEO.

SOCIAL

Les conflits chez Peugeot

Les grévistes décident de reconduire leur mouvement

La situation était calme samedi 30 septembre au matin aux usines Peugeot de Mulhouse et de Sochaux, où les grévistes ont reconduit leur mouvement pour lundi. A la forge de Mulhouse, qui devait rester occupée pendant tout le week-end, la nuit de vendredi à samedi s'est déroulée sans incidents.

Vendredi, les syndicats annonçaient plus de vingt mille grévistes à Mulhouse, et autant à Sochaux.

(trois à quatre fois moins selon les directions). Le même jour 630 voitures auraient été produites à Mulhouse (contre 1300 en période normale) et un peu plus de 900 à Sochaux (contre 1820). Selon des estimations officielles, la perte totale de voitures depuis le début du conflit serait de 35 000 à 40 000.

Tandis que la direction faisait état à Mulhouse de l'engagement de 125 procédures de licenciement (dont 28 concernant des salariés protégés), 150 salariés de la succursale Peugeot du pays de Montbéliard représentaient le travail après quinze jours de grève, se définissant comme « au-delà de la désobéissance ».

A l'appel de la CGT, plusieurs centaines de personnes ont manifesté le 29 septembre devant le siège de Peugeot à Paris. Des cadres des sites de Mulhouse, Sochaux, Poissy et du siège ont adressé à M. Calvet une lettre où ils lui expriment leur « entier soutien ». Au même moment, M. Obadia, secrétaire général des cadres CGT estimait que la direction de PSA et M. Calvet « n'arrivent pas à dresser l'encadrement contre la lutte ».

Au tribunal de grande instance de Paris, M. Jean-Marie Desjardins, juge des référés, aura tout

essayé le 29 septembre pour obtenir des négociations entre directions et syndicats. La fédération de la métallurgie CFDT (soutenue par la CFE-CGC) avait présenté une demande de désignation d'un mandataire de justice fondée sur le « refus de négocier » de Peugeot. Malgré l'absence de fondements juridiques de cette demande, M. Desjardins a tenté d'obtenir que Peugeot accepte la désignation d'un conciliateur. L'avocat de la société a refusé. M. Desjardins devait rendre son ordonnance lundi.

M. Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a annoncé vendredi aux grévistes de Sochaux qu'il déposerait lundi, à l'ouverture de la session parlementaire, une proposition de loi pour porter le SMIC à 6 500 F par mois. Dans une entrevue à l'Assemblée du 30 septembre, M. Karp, secrétaire général de la CFDT, invite M. Calvet à choisir « la voie de l'intelligence et de la raison », en mettant en garde contre une « libération sociale de Peugeot ». Dans le *Figaro Magazine* du même jour, M. Calvet fait son mea culpa : « J'ai essayé d'expliquer les choses, je ne l'ai visiblement pas bien et pas suffisamment fait. Il faudra en tirer les conséquences pour l'avenir ». Enfin, M. Chevènement a mis en cause Peugeot, qui « ne peut aller à la fois, contre l'opinion publique et contre le gouvernement de la France ».

Des fiches de paye bien maigres... à Mulhouse

MULHOUSE

de notre envoyée spéciale

Les premières fiches de paie sont là. Et elles sont bien maigres : 700 francs pour certains, 1 000 francs pour d'autres. Les salaires des grévistes des usines Peugeot, qui ont été envoyés jeudi 28 septembre par la direction, sont amputés de 3 000 francs à 4 500 francs.

Depuis le début du conflit, les syndicats ont multiplié les démarches afin de permettre aux grévistes de tenir. Des accords ont été négociés avec certaines entreprises de crédit, pour faciliter le report des traites ; et les loyers ont parfois pu être étalés. Mais l'essentiel demeure la « caisse », un fonds de solidarité alimenté par les collectes réalisées à Mulhouse, à Sochaux ou au-delà.

Sochaux a pu réunir 700 000 francs, et le compte de « soutien aux grévistes de Peugeot », ouvert la semaine dernière dans une banque de Wittelsheim par les syndicats de Mulhouse, a reçu 390 000 francs, sans compter les aides directes de certaines mairies.

Les bureaux d'aide sociale (BAS) apporteront aussi des secours aux familles des grévistes : à Mulhouse comme à Colmar ou dans certaines villes voisines de Sochaux, les BAS s'apprêtent à intervenir en faveur de leurs administrés en difficulté pour cause de grève. Les syndicats ont demandé aux grévistes de Mulhouse et de Colmar un relevé d'identité bancaire, afin de la transmettre aux services sociaux.

Après-midi, les syndicats ont commencé à dresser des listes afin d'organiser, la semaine prochaine, des « paies de grévistes », qui seront distribuées « en fonction des besoins ». « Certains ont fait grève sept jours, d'autres trois semaines », souligne Christophe Dominguez, un responsable de la CFDT de Peugeot Mulhouse. Nous nous baserons sans doute sur un forfait journalier pour distribuer ces aides. Les enveloppes ne seront pas bien garnies.

ANNE CHEMIN

INDUSTRIE

En rachetant le britannique Istel

ATT fait une nouvelle percée en Europe

Mauvaise nouvelle pour les téléphonistes et les informaticiens européens : le numéro mondial des télécoms, l'américain ATT, débarque sur le marché des services avancés de télécommunications en rachetant Istel, une entreprise installée en Grande-Bretagne, le pays le plus libéral en matière de télécommunications sur le Vieux Continent. Le tout dans la perspective de 1993.

Il est courant de dire, ces dernières semaines, qu'IBM a changé : après avoir dicté sa loi à ses clients pendant des années, le géant de l'informatique s'est brusquement mis à leur écoute. Champion du matériel, il multiplie depuis les rachats d'entreprises de logiciels. Mardi 26 septembre, il s'est entendu avec Texas Instruments sur l'usine de futur. Opérant un virage à 90 degrés, on l'a vu cet été proposer à Kodak un contrat de « facilités managées », lui permettant de prendre en charge toute la gestion informatique de ce groupe, et quelques dizaines d'informaticiens du photographe.

Mais « Big Blue » n'est pas le seul à évoluer : un autre géant de la haute technologie américaine, pas à pas, change également de visage, peut-être encore plus discrètement. Le début de la révolution copernicienne d'American Telephone and Telegraph date, évidemment, de 1984, année de son démantèlement, synonyme pour elle d'ouverture sur le monde et à la concurrence. Gravement déstabilisé par cet événement, ATT a accompli dans un premier temps les échecs : dans l'informatique, d'abord, dans ses tentatives pour pénétrer sur les télécommunications publiques européennes, ensuite. Mais l'arrivée d'un nouveau président, plus

jeune que le précédent, M. Robert Allen, marqua le début de l'inflexion de la politique d'ATT en Europe.

Aujourd'hui, le groupe commence à recueillir les fruits de sa nouvelle diplomatie : au nez et à la barbe des autres européens, il a pris pied en Italie dans les télécommunications, au printemps, clarifiant peu après ses relations avec l'informaticien de la péninsule, Olivetti. Autant il y a quelques semaines à se lancer dans les services sophistiqués de communication, ATT a jeté son dévolu sur une ancienne filiale de Rover, le britannique Istel. L'établissement de cette tête de pont est particulièrement important, car elle intervient à un moment où les Européens croisent le fer à Bruxelles sur le degré de libéralisation à introduire sur ces mêmes services de télécommunication avancés (la Grande-Bretagne étant la plus libérale en la matière). Istel est l'un des plus grands fournisseurs de ces services, mais il est aussi présent dans l'automatisation des usines. ATT et IBM ne seraient-ils pas au passage en train de devenir concurrents sur l'usine du futur ?

FRANÇOISE VAYSSÉ

EN BREF

■ Anheuser Busch rachète les brasseries d'Harvest Bros. — Anheuser Busch, premier brasseur américain, va tripler ses bénéfices dans les parcs de loisirs « à thème » par l'acquisition pour 1,1 milliard de dollars (7 milliards de francs) des six parcs détenus par l'éditeur Harcourt Brace Jovanovich. Il s'agit notamment des quatre parcs aquatiques Sea World en Floride, au Texas, en Californie et à Cleveland (Ohio), et de deux autres parcs de loisirs en Floride. Harcourt Brace se trouve en difficulté depuis 1967 : cette année-là, il avait dû s'endetter de 2,9 milliards de dollars, notamment en prenant 1,6 milliard d'obligations de pacotille pour pouvoir à repenser la tentative de prise de contrôle par le « tycoon » de la presse Robert Maxwell.

■ Grande-Bretagne : la privatisation de l'électricité retardée de six mois. — Le ministre britannique de l'énergie a annoncé vendredi 29 septembre que le démantèlement de la dénationalisation des compagnies d'électricité sera repoussée de six mois. L'opération, la plus importante et la plus complexe

engagée au Royaume-Uni, débitera par la création de compagnies indépendantes, en mars 1990. La vente au public du capital des compagnies de distribution n'aura pas lieu avant l'automne 1990 (au lieu du printemps), celle des grosses compagnies de production au cours du premier semestre 1991. — (AFP.)

■ Renault et les « dix » de Billancourt renvoyés à des. — Les « dix » de Renault ne pourront plus pénétrer dans l'enceinte de l'usine de Billancourt. En revanche, aucune astreinte n'est fixée pour le cas où ils passeraient outre. Ce jugement, rendu vendredi 29 septembre par le tribunal des référés de Nanterre (Hauts-de-Seine) renvoie des à des la régie Renault, qui n'a pas obtenu le droit d'expulser ses militants cégétistes, et la CGT, qui ne pourra pas les faire pénétrer dans l'usine, à moins de se mettre dans l'illégalité. Licenciés en 1986, puis réintégrés sur une décision de justice, infirmée par la cour d'appel de Versailles, les « dix » auront davantage sur leur sort dans quelques semaines, lorsque la Cour de cassation se penchera sur

le pourvoi déposé par les avocats de la CGT.

■ Hoylake ne détient que 2,3 % du capital de BAT. — Le consortium Hoylake et Kerry Packard des hommes d'affaires Sir James Goldsmith, Jacob Rothschild, qui ont lancé le 11 juillet dernier une OPA inamicale de 13,4 milliards de livres (135 milliards de francs) sur le conglomérat britannique BAT, ne contrôlait que 2,3 % du capital de sa cible vendredi 29 septembre à la troisième et dernière date de clôture de son offre.

Le Takeover Panel, organisme de la City chargé de vérifier la régularité des prises de contrôle, a confirmé en appel le même jour sa décision de permettre à Hoylake de revenir avec une nouvelle offre d'ici un an s'il reçoit l'aval des autorités américaines, au lieu d'attendre le délai normal d'une année après la tentative d'une première OPA. Le faible niveau de titres apporté à Hoylake vient de la contre-attaque lancée par BAT en début de semaine. Pour échapper à ses assaillants le conglomérat britannique va enchaîner sa restructuration (le Monde du 28 septembre).

CONJONCTURE

Le déficit commercial s'est aggravé en août en France

Le déficit du commerce extérieur français s'est à nouveau creusé, d'après les données brutes publiées vendredi 29 septembre par le ministère de l'économie. Le déficit a atteint 3,922 milliards de francs en août 1989 contre 3,265 milliards en juillet 1989. L'an dernier à la même époque, le solde des échanges commerciaux français avait été déficitaire de 3,2 milliards de francs. Du fait de la grève au ministère des finances, qui affecte la direction nationale des statistiques du commerce extérieur de Toulouse, seules les données brutes ont été rendues publiques.

La publication de ce résultat issu de calculs « partiels », selon un communiqué du ministère de l'économie et des finances, n'a pas manqué de susciter une controverse entre l'inter-syndicat du centre de Toulouse et la direction des Douanes. La première a en effet affirmé que « l'ensemble des informations nécessaires à la confection du chiffre du commerce extérieur n'a pas été pris en compte », assertion aussitôt démentie par un nouveau communiqué du ministère de l'économie. On ne sait pour l'instant quand les résultats définitifs et corrigés des variations saisonnières du commerce extérieur en août seront connus. L'an dernier le déficit en données corrigées des variations

saisonnières était largement supérieur en août à celui en données brutes.

Cependant, les données provisoires publiées le 29 septembre indiquent que le montant des exportations s'est établi en août 1989, en données brutes, à 73,449 milliards de francs et celui des importations à 77,371 milliards. Traditionnellement au mois d'août, le volume des échanges n'atteint que les trois quarts environ de celui des autres mois de l'année, en raison de la fermeture d'un grand nombre d'entreprises.

Entre juin et août 1989, le déficit des échanges commerciaux a atteint 10,46 milliards de francs en données brutes, contre 14,13 milliards entre juin et août, et 5,3 milliards entre juin et août 1988. Au cours des huit premiers mois de cette année, le déficit du commerce extérieur s'est élevé à 33 milliards en données brutes, un chiffre sensiblement identique à celui de l'ensemble de 1988 (le déficit avait atteint 21,3 milliards au cours des huit premiers mois de l'an dernier). Cette dégradation laisse à craindre que le déficit commercial de 1989 se situera au moins dans la tranche supérieure de la fourchette de 40-45 milliards de dollars récemment estimée par Pierre Bérézngovoy.

La fin de l'assemblée CEE-ACP de Versailles

M. Mitterrand rassure les pays d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique

Le président de la République a touté, vendredi 29 septembre, d'après les inquiétudes des cinquante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) face à la perspective du Marché européen de 1993. « Le Marché unique vise à rendre la Communauté européenne plus unie et plus forte, mais la coopération avec vos pays ne doit pas en souffrir », a déclaré M. François Mitterrand devant cent trente-deux parlementaires, hauts fonctionnaires et ambassadeurs en majorité africains, réunis à Versailles depuis lundi 25 septembre pour l'assemblée paritaire de la Communauté européenne et des pays ACP.

Les participants auraient profité de cette rencontre, qui précède la négociation de la convention de Lomé, pour exprimer leurs préoccupations face au grand marché européen et à la nouvelle ouverture

économique de la CEE vers l'Europe de l'est. (Le Monde du 29 septembre). « Il ne faut pas que nous soyons laissés pour compte », ont souligné plusieurs experts africains, en évoquant les blocages qui retardent les négociations sur la nouvelle convention de Lomé. Les ACP réclament notamment une augmentation substantielle de l'enveloppe financière de la convention ainsi qu'une aide de la CEE pour l'alignement de leurs dettes.

Rappelant les efforts déjà faits par la France dans ce domaine, M. Mitterrand a souligné que le mécanisme de stabilisation des cours des produits de base soit renforcé et simplifié, et a assuré que « toutes les améliorations possibles devront être recherchées pour maintenir aux pays ACP un accès préférentiel au marché communautaire ».

Haute courtoisie fiscale

Le syndicat CGT des impôts ayant révélé que le roi Hussein de Jordanie a été exonéré de divers impôts et taxes, dont l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), le cabinet du ministre délégué au budget a précisé vendredi 29 septembre que l'exonération fiscale des chefs d'Etat et souverains régnants est une pratique habituelle connue sous le nom de « haute courtoisie internationale ».

Ces exonérations sont valables pour une résidence, mais ne s'appliquent pas aux taxes foncières. En revanche, des impôts comme l'ISF ou la taxe d'habitation ne sont pas exigibles, explique-t-on dans l'entourage de M. Michel Charasse, tout en déplorant cette « fuite regrettable qui peut créer des complications diplomatiques ».

La fédération des finances de la CGT avait publié la copie d'une lettre en date du 3 janvier 1989, signée personnellement par M. Charasse, qui exonérait le roi de Jordanie de l'ISF et de la taxe d'habitation pour un bien immobilier situé à Nice. Le roi, qui possède ce bien par l'intermédiaire d'une société domiciliée dans le Liechtenstein, dont il est actionnaire, est également exonéré rétroactivement d'une taxe patrimoniale de 3 %, ainsi que de l'impôt sur les sociétés et des droits de mutation ultérieurs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



LES GRANDS MOULINS DE PARIS

Certains membres de la famille Vilgrain viennent de faire connaître à M. Jean-Louis Vilgrain, président directeur général des Grands Moulins de Paris, leur intention de céder leurs intérêts dans le groupe.

Informés de cette intention, M. Jean-Louis Vilgrain et ses associés, déjà détenteurs d'une partie du capital, ont décidé de constituer un tour de table d'investisseurs afin d'assurer le reclassement de ces titres.

Ce tour de table devrait être constitué prochainement. M. Jean-Louis Vilgrain en informera aussi les autorités boursières et examinera avec elles les conséquences éventuelles de l'entrée de nouveaux actionnaires dans le groupe.

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Troublé par la baisse du dollar

La baisse de la devise américaine, entretenue par les interventions des banques centrales, conformément aux intentions exprimées à Washington par les sept grands pays industriels, a jeté le trouble sur le marché international des capitaux. Le schéma simple qui guidait les décisions de nombreux investisseurs au mois d'août et durant les trois premiers semaines de septembre s'en trouve brouillé. On s'attendait à des évolutions opposées du niveau de l'intérêt de part et d'autre de l'Atlantique. A une hausse en Europe devait correspondre une baisse des taux en Amérique. De fait, on vient d'assister, tant aux Etats-Unis que dans nos pays, à un raffermissement sensible des rendements. Ce raffermissement, à New-York, a poussé momentanément jusqu'à 8,38 % le rapport des fonds d'Etat de trois ans de durée et, à Francfort, a fait se hisser à 7,17 %, son plus haut niveau depuis 1985, le rendement moyen des obligations en deutschemarks que publie chaque jour la Bundesbank.

Dans ces conditions, l'activité primaire, celle des nouvelles émissions, s'est considérablement ralentie et les francs succès ont été fort rares sur l'euro-marché. La plupart d'entre eux ont été remportés dans les compartiments des emprunts convertibles ou à bons de souscriptions d'actions. Profitant des performances des Bourses de leur pays, les emprunteurs japonais qui sollicitaient les marchés de l'euro-dollar, de l'eurodeutschemark et du franc suisse ont tous été fort bien accueillis.

Parmi les nouvelles émissions de type classique, il n'y a guère eu que celle du Danemark à recueillir vraiment la faveur des investisseurs. Il s'agit d'une émission de 150 milliards de livres libellées d'obligations remboursables au taux facial de 12,375 % durant quatre ans et qui, offertes à 101,375 %, procurent un rendement actuariel brut de 11,92 %. La direction de l'opération a été confiée à l'Istituto Bancario San Paolo di Torino. Les emprunts internationaux en livres sont très recherchés, surtout par les partici-

liers avides de rémunérations élevées, supérieures à 10 % l'an. La Banque d'Italie surveille le marché de près et le ménage, n'autorisant qu'au compte-gouttes la sortie de nouvelles émissions, (ce qui renforce encore leur attrait). Elle tient à alterner les catégories d'emprunts aussi bien que les durées des titres et souhaite une bonne répartition des mandats auprès du plus grand nombre possible de chefs de file. Tant et si bien que, normalement, toute nouvelle opération en livres est pratiquement vouée à la réussite. Celle du Danemark présente l'avantage d'être la première de ce compartiment pour le compte d'un débiteur souverain. Son produit fait l'objet d'un contrat d'échange au terme duquel le Trésor de Coppenhague dispose de fonds en marks à taux variable, à un niveau d'environ 8,4 % inférieur à la référence du Libor à six mois.

Ce niveau est très bas, bien plus bas que celui que les meilleures

signatures allemandes peuvent espérer en sollicitant directement leur marché national. Kreditanstalt fuer Wiederaufbau (KfW) a, par exemple, lancé mercredi un emprunt de 500 millions de marks d'une durée de dix ans au maximum, mais qui peut être dénoncé après cinq ans aussi bien par les porteurs que par le débiteur. KfW est un établissement public allemand d'une qualité au-dessus de tout soupçon puisque son capital est détenu à raison de 80 % par la République fédérale et de 20 % par la Land de Hesse et que le gouvernement s'est récemment engagé à ne pas réduire sa participation. Or la rémunération faciale servie sur ces titres correspond au Libor moins 0,125 % seulement. C'est la Dresdner Bank qui dirige cette opération, d'un point de vue technique est fort intéressante, car elle se situe à la jonction des deux secteurs du marché des capitaux allemand, le secteur national et l'euro-marché.

L'ombre de la retenue à la source

Les titres KfW sont indubitablement destinés à se placer hors d'Allemagne, après d'un éventail aussi large que possible de prêteurs, ainsi qu'en témoigne la composition très internationale du groupe de direction. Mais, parce que l'emprunteur est domicilié en République fédérale, ils sont soumis au régime fiscal local. Si Bonn décidait de réintroduire un système de retenue à la source, un précompte serait déduit des intérêts. L'attitude des autorités allemandes ayant été très changeante ces dernières années en matière fiscale, les investisseurs demeurent sur la réserve. Visiblement, ils auraient préféré un véritable euro-emprunt qui, par définition, échapperait à des aléas de ce genre. Mais, pour émettre des euro-obligations, KfW aurait dû se présenter par le truchement d'un véhicule financier étranger, ce qui visiblement n'est guère prisé des autorités allemandes lorsqu'il s'agit de la dette publique.

Sur le marché de l'éco, les nouvelles émissions se sont succédées à un rythme soutenu, qui ne devait

rien à l'appétit des investisseurs. Ceux-ci n'ont guère pressés de souscrire, préférant attendre de voir jusqu'où se poursuivrait la hausse des rendements. Leur préférence allait de toute façon aux dépens à court terme où des rémunérations proches de 10 % leur étaient assurées.

Mais, pour ce qui est des emprunteurs, les possibilités d'arbitrage étaient si tentantes qu'il était difficile d'y résister. Dans la semaine dernière, la hausse, en lançant une transaction de type classique en écu à trois ans, on pouvait tabler sur un résultat, après swap, de l'ordre de 0,50 % de moins que le Libor, en dollars ou en écus. Cette marge s'est par la suite resserrée tout en restant fort appréciable, revenant à 0,45 %, puis à 0,30 % environ. Le Crédit local de France, la société américaine Du Pont et la Banque nationale de Paris figurent parmi les plus récents emprunteurs en écu à trois ans. Leurs rémunérations faciales s'étagent entre 9 % et 9,25 %.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Artillerie lourde

C'est un véritable barrage d'artillerie lourde que la quasi-totalité des banques centrales ont déclenché au début de cette semaine et poursuivi les jours suivants, pour appuyer les vigoureuses déclarations du groupe des sept pays les plus industrialisés du monde, faites le samedi 23 septembre 1989 à Washington. Ils ont « considéré la hausse du dollar, ces derniers mois, incompatible avec la tendance économique fondamentale à plus long terme », tombant d'accord sur le fait qu'une hausse du dollar au-dessus des niveaux actuels « ou un fléchissement excessif » pourraient être « préjudiciables » pour les perspectives de l'économie mondiale. Lors de leur dernière réunion, en avril 1989, ils s'étaient bornés à qualifier d'« impropre » cette hausse du dollar : il y a donc un net changement de ton.

Pour que les marchés ne s'y trompent pas, ils ont donc fait tomber les banques centrales jour après jour, tapant sur la tête des opérateurs dès que les cours du billet vert faisaient mine de remonter. Ces banques auraient vendu plus de 15 milliards de dollars dont, paraît-il, 6 milliards pour la seule Banque du Japon, le 25 septembre, ce qui n'est pas énorme pour des transactions quotidiennes pouvant atteindre 500 milliards de dollars. Résultat : vendredi 29 septembre au soir, les cours du dollar avaient chuté de 4 % contre le mark, le yen et le franc, après un recul initial de 2 % le 25 septembre.

Comme on l'a vu, la tactique employée a été de ne laisser aucun répit aux marchés pour bien les persuader que « c'était sérieux » et pour vaincre leur scepticisme, car bien des opérateurs demeurent perplexes, se contentant de commenter les décisions sans penser à leur propre position, qui avaient auparavant joué la hausse du dollar et la baisse du mark, comme Morgan Stanley à New-York, à l'inverse de Salomon Brothers résolvant baissiers sur le billet vert.

Après ce martelage, tout le monde va vouloir éprouver la résolution des banques centrales, qui, certes, ont effectué leur plus forte intervention depuis juin dernier, mais qui, cette fois-ci, ont

fait baisser le dollar « à coups de boîtes » alors qu'en juin, après une salve initiale, la devise américaine avait fléchi toute seule. En fait, on a bien conscience que le véritable problème n'est pas réglé, à savoir l'harmonisation des politiques économiques et, surtout, celles des taux d'intérêt. Tant que les investisseurs internationaux pourront obtenir deux points de plus à New-York qu'à Francfort, le dollar restera fort. Aussi attend-on, maintenant, la deuxième étape de l'offensive, c'est-à-dire un nouveau relèvement des taux en RFA qui devrait, toutefois, s'accompagner d'un abaissement aux Etats-Unis. Mais là, il ne faut pas rêver, et c'est ce qui rend dubitatif bien des opérateurs : « Rien n'est vraiment réglé », soupirent-ils.

En Europe, l'événement de la semaine a été, bien entendu, le raffermissement du mark. Déjà sensible la semaine dernière, il s'est effectué par rapport à toutes les devises, y compris cette fois-ci à l'égard du franc français, qui en a souffert. Vendredi 29 septembre, le cours du mark à Paris a bondi soudainement de 3,3880 F à 3,3950 F pour revenir à 3,3925 F, essentiellement à la suite des déclarations un peu frassantes du comte Otto Lambdordt, ancien ministre de l'économie et actuel président du Parti libéral (FDP), membre de la coalition gouvernementale en Allemagne fédérale.

Dans un entretien accordé au quotidien du monde des affaires Handelsblatt, M. Lambdordt a réclamé une réévaluation du mark, notamment par rapport au franc français, qu'il juge surévalué par rapport à la devise allemande. Selon lui, l'« inadéquation » de la parité franco-mark ne fait que stimuler les exportations de la RFA vers la France, tandis qu'à Paris le gouvernement s'oppose à tout rajustement de cette parité « pour des raisons de prestige ».

De son côté, le ministre espagnol des finances, M. Carlos Solchaga, s'exprimant à Washington, a dit partager le point de vue de M. Karl Otto Foehl, président de la Bundesbank, selon lequel le mark est sous-évalué. « Sur le

fond, Foehl a raison, le mark n'est pas à sa valeur » (on pourrait ajouter, surtout à l'égard de la peseta espagnole, manifestement surévaluée). M. Solchaga n'est pas opposé à un réajustement du SME mais « ne croit pas que cela soit indispensable, ni même très urgent pour le moment ». Evidemment, dire le contraire serait d'une folle imprudence.

Détérioration des relations monétaires franco-allemandes

Selon toute vraisemblance, les relations ne sont plus au beau fixe entre Paris et Francfort en ce qui concerne les parités du SME, à en juger par les propos qu'a tenus M. Pierre Bérégovoy, ministre français des finances, à Washington le week-end dernier. Au cours de l'émission « Grand Jury RTL-Le Monde », le ministre a répété avec force que la France avait l'intention de suivre toute réévaluation du mark, ce que « la RFA sait et devra prendre en compte », a-t-il dit. Le lendemain, il a répété que « la parité entre le franc et le DM serait maintenue », réaffirmant « le maintien de cette parité est un des éléments de notre politique de destination compétitive ». Les déclarations explosives de M. Otto Lambdordt, faites trois jours après, ne vont certainement pas arranger les choses. Certes, l'ancien ministre de l'économie est connu pour ses « sorties » provocantes, qui défrayaient la chronique à plusieurs reprises dans le passé. Mais il n'a fait qu'exprimer tout haut ce que tout le monde pense à Francfort, ce qui laisse mal augurer des relations monétaires franco-allemandes l'année prochaine et va peser sur la politique de la Banque de France, qui se va plus avoir d'autre choix que de suivre étroitement la Bundesbank dans son durcissement.

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Vers l'épilogue de la saga de l'étain

Le 24 octobre 1985, la faillite du Conseil international de l'étain (ITC), l'organisme chargé de stabiliser les cours de ce métal, provoquait un krach retentissant, entraînant par la même occasion la suspension des cotations de l'étain sur le London Metal Exchange (LME), la première Bourse mondiale de non-ferreux.

Les engagements du stock régulateur de l'étain portait sur 340 millions de livres vis-à-vis des banques, dont l'essentiel se trouvait gagé sur du physique alors largement déprécié. Le montant des ordres d'achat que le stock ne pouvait plus honorer représentait 565 millions de livres et les brokers estimèrent leurs pertes sèches à environ 250 millions de livres. En outre, ces opérateurs avaient eux-mêmes des contrats de livraison qu'ils ne pouvaient plus honorer et ils risquaient ainsi de perdre quelque 400 millions de livres. Le LME, quant à lui, décidait une suspension définitive du marché et proposait en mars 1987 un règlement des opérations en cours à 6 250 livres la tonne.

Très vite, les créanciers de l'ITC, notamment onze brokers au sein de l'InCo Realisation, se sont regroupés pour poursuivre cet organisme en justice, mais sa supré-

nationalité a rapidement bloqué toute procédure. D'où l'initiative du Canada, il y a plus d'un an, de mettre en place les mécanismes d'une solution à l'amiable. Compte tenu des indemnités reçues et de la revente de l'étain détenu en gage, les créanciers bancaires et brokers de l'ITC ne lui réclamaient plus que 182,5 millions de livres (1,88 milliard de francs). Le paiement de cette somme devait intervenir au plus tard le samedi 30 septembre 1989.

Réunis à Londres, depuis le 21 septembre, les vingt-deux producteurs et consommateurs membres de l'ITC ont essayé de réunir le montant de la dette en deux tranches, selon une formule proposée par la Suède. La première, de 150 millions de livres, devait être financée par la contribution volontaire de chaque membre et la seconde (32,5 millions) par des contributions volontaires. Finalement, l'ITC n'a pu lever au total que 170 millions de livres, certains pays producteurs comme la Thaïlande, le Zaïre et l'Inde ayant refusé de payer l'intégralité de la part qui leur était allouée.

Les pays consommateurs semblent avoir consenti un effort particulier en contribuant à eux seuls à 60 % de la tranche de 150 millions de livres. En outre, le Japon, la Grande-Bretagne et les pays nordiques ont accepté de payer environ 17 millions de livres sur la tranche de contribution volontaire. La France, pour sa part, a consenti une contribution volontaire de 1 million de livres en plus de sa quote-part dans la tranche des 150 millions.

Voyant sans doute l'issue relativement proche, les créanciers de l'ITC ont accepté de repousser le délai de paiement d'un mois. L'organisation devrait à nouveau se réunir les 25 et 26 octobre prochain. De l'avis des observateurs, la Thaïlande, l'Allemagne fédérale et le Royaume-Uni devraient être plus particulièrement sollicités pour « faire la soudure ». Pendant ce temps, l'étain fait preuve d'une belle fermeté.

La faiblesse du billet vert a incontestablement contribué aux

achats, mais c'est également l'assainissement du marché qui sortent la tendance. L'Association des pays producteurs d'étain (ATPC), qui a instauré depuis deux ans un système de quotas à l'exportation pour suppléer le défunt accord international, estime que les stocks mondiaux devraient passer de 27 000 à 20 000 tonnes d'ici à la mi-1990 si ses membres poursuivent leur effort de rationalisation. A l'époque du krach de 1985, les réserves mondiales représentaient 105 000 tonnes.

ROBERT RÉGURIER

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Noir pessimisme

Apparemment, tout va de mal en pis sur le marché monétaire et obligataire de Paris, où la hausse des taux d'intérêt se poursuit et même s'accroît, déprimant les opérateurs sur le court terme et le long terme, ce qui s'est traduit par une chute des cours du MATIF et un pessimisme accru chez les émetteurs d'obligations.

Une fois de plus, c'est le vent d'Allemagne qui glace les os, ce soit sur le front des taux d'intérêt comme la semaine dernière ou maintenant, sur celui du franc (voir en rubrique « Devises et or »).

Mercure, la Bundesbank donnait un cran de plus à la hausse des taux outre-Rhin en faisant passer sa fourchette d'intervention à court terme à 7-7,20 %, encore un peu plus haut que la semaine précédente. Du coup, le loyer de l'argent au jour le jour à Francfort passait à 7-7,1/4 %, débordant carrément le taux Lombard d'avanceur titres, taux directeur de la Bundesbank fixé à 7 % depuis juin 1989 et considéré habituellement comme un plafond. Aussitôt, s'est ravivée la rumeur de l'instauration d'un « Lombard spécial », à 8-9 %, ou même 10 %, sorte de super-ouïe pour les banques qui auraient

véritablement besoin de liquidités, histoire de calmer la demande de crédits supplémentaires pour l'économie.

Très logiquement, toutes les échéances se sont orientées à la hausse : plus de 7,50 % à un mois, près de 8 % à un an, le rendement moyen des titres publics allemands approchant de 7,20 %, au plus haut depuis quatre ans.

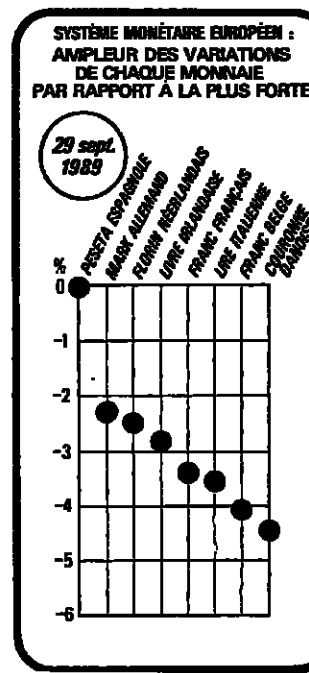
Naturellement, tous ces mouvements se sont effectués dans l'attente d'un relèvement des taux directeurs de la Bundesbank jeudi prochain 5 octobre, à l'occasion de la réunion de son conseil d'administration, les pronostics variant d'un demi-point à un point.

On imagine sans peine l'impact de tous ces mouvements sur un marché français déjà peu enclin à l'optimisme et qui voit s'amonceler les nuages, décolorant, un peu tard, que son sort est plus que jamais étroitement lié à celui du marché allemand. Il commence à entrevoir avec horreur qu'outre-Rhin, la tension des taux pourrait durer au moins jusqu'au printemps, période de négociations salariales. Surtout, ce marché prend conscience que, pour la Bundesbank, l'essentiel est la lutte

contre l'inflation dont elle veut ramener le rythme si possible à 1 % ou moins, contre 2,9 % actuellement, et que le redressement actuel du mark ne va pas freiner ses ardeurs répressives.

Comme si cela ne suffisait pas, la montée subite du cours du deutschemark à Paris, vendredi 29 septembre, à la suite des déclarations de M. Otto Lambdordt sur la nécessité d'une réévaluation du mark vis-à-vis du franc, a encore noirci le tableau, poussant à plus de 9 1/2 % le loyer de l'argent au jour le jour et obligeant la Banque de France à bloquer les hausses en servant 13 milliards de francs au taux des pensions à 7-10 % par jours (9 1/2 %). Là aussi, le marché de Paris réalise qu'en cas de relèvement des taux allemands la Banque de France ne pourra que suivre, sous peine d'attaques contre le franc. Au surplus, une augmentation d'un demi-point à Francfort serait jugée insuffisante, car tout le monde attendrait le suivant : il faudrait un point tout entier, et, à Paris, un point, cela ferait très mal.

Conséquence logique, le cours de l'échéance décembre sur le MATIF a chuté à 106,50, contre 107,90 le vendredi précédent, cer-



PRODUITS	COURS DU 29-9
Café h. g. (London)	1 738 (- 92) Livres/tonne
Très moulu	
Aluminium (London)	1 756 (+ 54) Livres/tonne
Très moulu	
Nickel (London)	18 599 (+) Livres/tonne
Très moulu	
Sucre (Paris)	2 528 (- 127) Francs/tonne
Décembre	
Café (London)	761 (+ 3) Livres/tonne
Novembre	
Cacao (New-York)	1 640 (- 14) Dollars/tonne
Décembre	
Mé (Chicago)	497 (+ 18) Cents/bushel
Décembre	
Mé (Chicago)	233 (+ 3) Cents/bushel
Décembre	
Sole (Chicago)	181 (- 2,10) Dollars/cours
Décembre	

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

F. R.

L'élection du président du Sénat

M. Poher affiche sa «détermination»

Les sénateurs ont regagné, à la fin de la semaine, leur département, ceux du RPR faisant un détour par Arcachon, où se tenaient leurs journées d'études parlementaires. Ils ne reviendront à Paris que le lundi 2 octobre pour l'élection de leur président, fonction que M. Alain Poher exerce depuis 1968, et dont il sollicite le renouvellement.

Après les votes de défiance émis par les groupes des républicains et indépendants, du Rassemblement

démocratique et européen et de l'Union centriste, la question se pose du maintien de la candidature de M. Alain Poher. Ce dernier a informé, vendredi 29 septembre en fin de matinée, M. Daniel Hoefel, président du groupe centriste de sa «détermination». Il a fait de même, en début d'après-midi, avec M. Jean-François Poncelet, président de la commission des affaires économiques et membre du RDE.

La confirmation de la présence, au moins au premier tour, de M. Poher, qui bénéficie du soutien de M. Charles Pasqua et du RPR, est de nature à interdire aux centristes de présenter officiellement leur propre candidat... ce qui ne signifie pas pour autant qu'un candidat émanant de ce groupe n'entrera pas en lice à titre individuel. Les centristes seront les premiers à se réunir lundi matin, suivis, après le déjeuner, par les RI, qui se sont fixés cette séance pour investir leur propre porte-drapeau : leur président, M. Marcel Lucotte, est sur les rangs, ainsi que M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, ou encore M. Jacques Larché, président de la commission des lois. Quant à M. Etienne Dailly, déjà investi par son groupe — le RDE — il n'a pas encore décidé s'il sera candidat dès le premier tour.

Le ballottage assuré au premier tour (pour être élu, il faut obtenir la majorité absolue des suffrages exprimés au premier ou au second tour, la majorité relative suffisant au troisième) devrait conduire à des primaires au second tour. Cette-ci sera-t-elle réglée dans la nuit au sein de l'UDF (les centristes avaient souhaité la tenue d'un conclave sans succès avant le premier tour) ? Ou au sein de l'ensemble de la majorité sénatoriale, comme certains RPR le souhaitent ? A moins que ce ne soit le second tour lui-même, en séance, qui ne règle la question.

Le nombre des hypothèses en présence rend difficile tout pronostic. Une course de lenteur s'est

engagée entre les prétendants qui craignent d'être, en se déviant prudemment, les victimes toutes désignées d'oppositions convergentes.

L'issue du scrutin est d'autant plus incertaine que son enjeu n'est pas fixé. Les sénateurs eux-mêmes sont partagés : s'agit-il d'une bataille politique au terme de laquelle les divisions au sein du RPR et de l'UDF ? Ou, sous des aspects plus prosaïques, s'agit-il simplement de désigner un président dont on souhaite qu'il redonne le blason de l'institution ? Les éléments du choix seraient-ils à ce point incompatibles, les divisions au sein de l'UDF à ce point irrédicibles et les ambitions à ce point insurmontables que le statu quo en découle ?

Dans cette situation confuse, aux évolutions imprévisibles, les socialistes, par la voix de leur président, M. Claude Estier, affirment une certitude : M. Estier sera candidat aux trois tours s'il le faut, laissant à la droite le soin de régler la question sans si «il y a un risque Pasqua». De quoi redonner du tonus à des candidats UDF, qui ne sont pas assurés de faire le plein des voix dans leur propre camp !

ANNE CHAUSSEBOURG

□ M. Rocard et la réforme du mode de scrutin sénatorial. — A propos de la «surprésentation de la France rurale» et conservatrice que l'on a reproché au centre de gravité du pays, le sénateur, M. Michel Rocard a indiqué, vendredi 29 septembre sur France-Inter, que cette situation est aussi la traduction de la «loi électorale cantonale». «Il n'est pas bon, a-t-il ajouté, qu'une des deux Assemblées soit organisée de manière telle qu'elle ne peut pas être en concordance avec le centre de gravité de la nation. Je refuse d'y toucher à chaud, dans l'émotion générale. Prenons notre temps. (...) Il faut (...) probablement terminer par une réflexion sur le Sénat et commencer par les modes de scrutin de nos élections locales.»

La grève des agents des impôts

M. Bérégovoy évoque

un «étrange malentendu»

Chahuté par deux cents à trois cents agents des impôts en grève, le vendredi 29 septembre à Metz lors de l'inauguration de la foire internationale, M. Pierre Bérégovoy a mis en garde contre une «politisation du conflit». «J'entends les grévistes réclamer le dialogue, a déclaré le ministre de l'économie. Mais nous avons parlé et nous continuerons à parler. Je me demande s'il n'y a pas un étrange malentendu qu'il faudrait s'efforcer de dissiper.»

A Toulouse, M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, a évoqué le risque de durcissement : «J'ai le sentiment que dans la fonction publique les serveurs de l'Etat ne se sentent pas bien. Si M. Rocard n'en a pas conscience, alors c'est un mauvais premier ministre. La fédération FO des finances a dénoncé «l'escalade dans la violence», et la fédération CFDT, «le comportement rétrograde et antisocial» du gouvernement. Les fédérations CGT de la fonction publique ont appelé à un rassemblement le 3 octobre à Paris pour «imposer des négociations». Le 29 septembre, un millier d'agents des finances ont manifesté devant la direction d'Antenne 2 aux cris de «Libérez l'information».

Le centre Pompidou fermé au public

La direction du centre Pompidou fait savoir qu'à la suite du mouvement de grève déclenché par le personnel de nettoyage, elle est contrainte de fermer l'accès de l'établissement au public à compter du samedi 30 septembre (le Monde du 30 septembre). Une partie de bras-de-fer semble se jouer entre la direction du Centre et la CGT, qui accuse M^{me} Hélène Ahweller, la présidente du Centre, de vouloir «casser cette organisation syndicale».

Une usine Oberthur à Puy-Guillaume

Une planche à billets pour M. Charasse

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Le groupe François-Charles Oberthur, seule entreprise fiduciaire privée française (imprimerie de billets), qui occupe le cinquième rang mondial, a fait savoir jeudi 28 septembre qu'il ouvrira le 1^{er} janvier 1991 une unité dans le département du Puy-de-Dôme à Puy-Guillaume (2 712 habitants), commune administrée par... M. Michel Charasse, ministre délégué au budget.

L'entreprise emploiera dans un premier temps soixante-dix personnes embauchées localement, mais le projet prévoit un doublement des effectifs en trois ans. Appelée à imprimer des billets de loterie et à terme de la billetterie de voyage des travailleurs, voire des cartes d'identité et des passeports qu'il convient de protéger de toute fraude, l'usine sera construite selon les normes de sécurité les plus sophistiquées. Représentant un investissement d'environ 11 millions de francs, elle occupera une surface de 4 500 mètres carrés dans la zone industrielle de Puy-Guillaume, face aux verreries (principale entreprise locale) qui emploient 620 personnes. Les dirigeants du groupe se réservent la possibilité de doubler cette surface ultérieurement. Oberthur (520 millions de francs de chiffre d'affaires contre 32 en 1983) est connu notamment pour être l'imprimeur de l'annuaire des postes. Le groupe est installé à

Paris, Rennes, Vitry, Casn, Sophia-Antipolis et Metz.

L'implantation à Puy-Guillaume est assortie du rachat de la nouvelle unité Mont-Louis informatique qui trouvait difficilement reprendre et dont les cinquante-sept salariés continueraient de produire pour l'essentiel des chèques. Le groupe Oberthur a donné l'assurance que tous seraient repris dans la nouvelle entreprise en bénéficiant d'une formation appropriée à la production envisagée.

«Une bonne affaire...»

M. Charasse, dès jeudi soir, faisait savoir au journal régional le Montagne que lorsqu'il avait appris qu'Oberthur cherchait une implantation dans le département où se trouve l'imprimerie de la Banque de France il n'avait pas hésité à proposer Puy-Guillaume. Évoquant la reprise des salariés de Mont-Louis informatique, il soulignait : «les marchés de la Loterie nationale étaient la contrepartie de leur embauche. Je voulais qu'Oberthur conclue les deux affaires à la fois.»

Et le ministre délégué de s'exclamer : «J'ai pensé à me commode, et alors ? C'est une bonne affaire pour Puy-Guillaume et pour le département, car ils [Oberthur] vont verser une belle taxe professionnelle au budget départemental. C'est bon aussi pour l'Etat.»

JEAN-PIERRE ROUGIER

L'ESSENTIEL

Il y a quarante ans, la proclamation de la République populaire de Chine... 2

Une aussi page 3 : la tristesse des Péloponnés... 2

L'épreuve de force en Catalogne... 4

La bataille de l'impôt pour Palestiniens et Israéliens... 4

La question baïte... 5

Le rapport de la commission d'enquête sur le pacte Molotov-Ribbentrop embarrassé M. Gorbachev... 5

Une bombe atomique en URSS en 1954... 5

Moscou a confirmé — ce que savaient déjà les États-majors occidentaux — avoir fait exploser une charge nucléaire au cours de manœuvres dans l'Oural... 5

Les journées parlementaires du RPR... 7

M. Chirac a repris à son compte le slogan de la rénovation, mais M. Noir a refusé dans les brançards à propos du conflit Peugeot... 7

La préparation du congrès du PS... 8

MM. Jospin et Fabius se disputent la direction du courant mitterrandiste. M. Chevènement propose de «fermer la parenthèse libérale»... 8

La mort de Jean-Louis Tixier-Vignancour... 9

L'avocat de Salan et le candidat de l'extrême droite à la présidence de la République ont mort vendredi 29 septembre... 7

La brigade franco-allemande... 9

Une prise d'armes devait marquer, lundi 2 octobre, la création officielle

de la brigade franco-allemande, qui disposera au début de 70 % de ses effectifs... 9

La télévision sans frontières... 11

La directive européenne fixant des quotas devrait être adoptée mardi 3 octobre. Faute de quoi l'Europe de l'audiovisuel devra repartir de zéro... 11

Festival de jazz de Marnes-la-Vallée... 10

Michel Portal et Mino Cinelu, seuls en scène, côte à côte, face à face : un duo exceptionnel... 10

Festival des francophonies... 10

Les Rencontres théâtrales ouvertes vendredi à Limoges se conclueront par des échanges en présence de M. Alain Decaux... 10

Le conflit chez Peugeot... 15

Les grévistes, qui ont reçu leurs feuilles de paye portant la trace du mouvement, ont décidé de le reconquérir... 15

Revue des valeurs... 16

Credits, changes, grande marche... 17

Services... 2

Abonnements... 2

Carnet... 9

Météorologie... 14

Mots croisés... 14

Spectacles... 12

Télévision... 14

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

En raison de l'abondance de l'actualité, la page Régions paraîtra dans le numéro de lundi daté mardi 3 octobre.

En marge des Assises européennes de l'audiovisuel

Les associations de téléspectateurs tiennent leur convention Euréka

Les associations de téléspectateurs entendent bien ne pas être les oubliées des Assises européennes de l'audiovisuel. Pour se rappeler au bon souvenir des experts réunis jusqu'au 2 octobre à la Défense (lire page 11), elles ont tenu, le vendredi 29 et le samedi 30 septembre à Paris, une convention au cours de laquelle une Fédération européenne des téléspectateurs a vu le jour. Cette fédération a alors transmis une plate-forme de «recommandations» aux experts afin que l'histoire de la télévision ne soit pas «celle du silence des téléspectateurs», selon l'expression d'un représentant d'une association québécoise. Parmi ces recommandations, la création d'un conseil européen de téléspectateurs, partenaire officiel des instances européennes, et la suggestion d'une formation à l'audiovisuel des écoles primaires.

Sur le ton de l'amant devant la belle intouchable, les associations ont donc tenté de reconstruire les attentes, les griefs, voire les signaux, des usages face au petit écran. «Non au porno, non aux émissions culturelles éducatives, aux heures d'été, à l'immense Renato Geronzi, la présidente des Panthères grises, ces téléspectatrices de plus de cinquante ans. «Pour vendre quoi que ce soit à la télévision, renchérit une autre «panthère», on se dévoue. Ce n'est pas normal.»

Du côté des féministes, le thème de la nudité à l'écran est aussi en vedette. M^{me} Anne Zelinski, la présidente de la Ligue des droits de la femme, suggère la mise en place d'un réseau de militantes chargé d'exercer une pression constante sur «les décideurs» pour que ne soient plus véhiculées des images dégradantes de la femme. Et, peut-être aussi, pour que soit offert «un regard différent sur l'actualité», comme le propose timidement une intervenante lors d'une réunion de travail.

Les téléspectateurs ruraux, pour qui la télévision est souvent le principal divertissement, refusent, eux, de se laisser infliger une télévision aux programmes trop uniformes. «Avec le câble, on peut espérer une télévision à la carte», se prend à rêver M. Cohen, un représentant de la Fédération nationale des foyers ruraux.

Une télévision à la carte ? C'est, au fond, le défilé secret de chaque association, chaque catégorie de téléspectateurs. Car «il n'y a pas un public, mais des publics» en Europe, insiste M^{me} Catherine Tassin, la ministre déléguée chargée de la communication, qui a affiché un intérêt fort remarqué pour ces rencontres.

Des publics qui, lors de ces deux journées, ont exprimé des attentes diverses et présentés des projets parfois déconcertamment ambitieux, comme Thomas Redick, un psychiatre américain qui milite pour que la violence soit définitivement bannie des écrans. Des vœux pieux ? C'est peut-être ce que pensent les responsables des chaînes en lisant le catalogue des propositions adressées par cet Euréka des téléspectateurs à celui des professionnels. Mais le mouvement est lancé. Et la voix du public, assurée les promoteurs de la nouvelle fédération, ne pourra plus être délaissée.

P. V.

La bataille autour du groupe de M. Fournier

L'allemand Allianz aurait la minorité de blocage dans les assurances de la Mixte

M. Marc Fournier, président de la Navigation mixte, aurait cédé la minorité de blocage au sein de ses filiales d'assurances à l'allemand Allianz. Le plus puissant groupe d'assurances européen, qui cherchait depuis longtemps à s'introduire de manière non agressive sur le marché français a ainsi profité du duel qui oppose M. Fournier aux Assurances générales de France.

Les AGF, dirigées par M. Michel Albert, ont lancé depuis le mois d'août un raid sur la Navigation mixte pour prendre une position significative dans les compagnies Via et Rhin-et-Moselle. Cette session d'un bloc de contrôle à Allianz ne serait que l'un des étages d'un dispositif de défense plus complexe imaginé par M. Fournier.

EN BREF

□ M. Baker confirme une vente de chars américains à l'Arabie saoudite. — Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a confirmé, vendredi 29 septembre, que les États-Unis s'apprêtent à vendre plus de trois cents chars M-1 à l'Arabie saoudite. Selon lui, ces armes ne peuvent être considérées comme «destabilisantes» ; il a précisé que les États-Unis avaient consulté Israël à propos de cette vente. — (AFP.)

□ Grève à EDF le 10 octobre. — La fédération de l'énergie CGT a appelé, vendredi 29 septembre, à une grève nationale de 24 heures le 10 octobre à EDF «pour une augmentation mensuelle de 1 000 F minimum à chaque agent actif et retraité et pour l'ouverture de négociations sur toutes les revendications». La fédération ajoute que «les syndicats et le personnel décideront au soir du 10 octobre la poursuite des luttes».

□ Littlewoods (Grande-Bretagne) supprime 1850 emplois. — Les grands magasins britanniques Littlewoods ont annoncé vendredi 29 septembre la suppression de 1850 emplois en trois ans, pour maintenir leur compétitivité. Aux 1150 emplois supprimés en 1989 vont s'en ajouter 700 autres en trois ans, normalement par préretraites ou départs volontaires. Ils concernent essentiellement le secteur de la vente par correspondance dont Littlewoods est un des leaders en Grande-Bretagne.

Le numéro du «Monde» daté 30 septembre 1989 a été tiré à 534 554 exemplaires.

□ Prochaine fermeture de l'usine Videocolor à Lyon. — La direction de Videocolor, filiale du groupe Thomson, a annoncé, mercredi 27 septembre, aux représentants du personnel la fermeture, en janvier 1990, de l'usine de Lyon, qui emploie 400 personnes. Elle envisage le reclassement de 70 % des salariés dans d'autres unités du groupe.

□ Les PFG premier groupe funéraire en Grande-Bretagne. — PFG — Hodgson-Kenyon International, nouveau holding formé en Grande-Bretagne par les Pompes funéraires (PFG), a pris le contrôle complet à 90 % des sociétés britanniques Hodgson et Kenyon. La nouvelle société, qui vient d'être admise à la Bourse de Londres, est née du rapprochement entre Hodgson et Kenyon Securities, dont la filiale du groupe français PFG, filiale du groupe détenté 28,2 %. Elle constitue le premier groupe funéraire en Grande-Bretagne, avec 11 % du marché.

Les PFG en sont le premier actionnaire avec 25 %. M. Hodgson en possède 10 %, et Worms et Cie entre 5 et 9 %.

□ Lufthansa étend ses vols vers les Antilles. — La compagnie aérienne allemande Lufthansa va desservir, à partir du 4 novembre, une fois par semaine, l'île antillaise de Saint-Martin, à partir de la RFA, avec des correspondances vers la Martinique et la Guadeloupe par des compagnies locales. Lufthansa espère accroître sa clientèle vers les Antilles de dix mille passagers par an.